

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE
L'A AFFIRMÉ :

«L'Algérie a accompli
de grandes
réalisations en peu
de temps»

P 16

HYDROGÈNE VERT

L'Algérie expose sa stratégie à Riyad

Une session de haut niveau intitulée « Libérer le potentiel inexploité de l'hydrogène propre par l'investissement et l'innovation » s'est tenue, hier à Riyad (Arabie saoudite), en marge de la 21e Conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel. En participant à cet événement consacré à l'essor de l'hydrogène vert, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a présenté une vision stratégique où l'hydrogène propre occupe désormais une place centrale dans l'avenir énergétique de l'Algérie. P 3



CONTRÔLE DES IMPORTATIONS

Des laboratoires mobiles déployés au niveau de huit ports

Huit ports nationaux seront désormais dotés de laboratoires mobiles modernes, équipés de technologies avancées et confiés aux équipes de contrôle, afin de renforcer la surveillance des produits, protéger la santé des consommateurs et moderniser le dispositif national de régulation du marché. C'est ce que la ministre du Commerce intérieur et de la régulation du marché national, Amel Abdellatif, a annoncé hier à Alger, lors de son ouverture de la journée d'information sur les laboratoires mobiles équipés au palais des expositions.

P 2

CLÔTURE DE LA 7^e ÉDITION DU «DÉFI ALGÉRIEN DES START-UPS»

Signature de neuf accords pour de nouveaux projets innovants

La 7^e édition du programme «Défi Algérien des Start-ups» s'est achevée hier à Alger en beauté, avec la signature de neuf accords entre des start-ups et des acteurs économiques dans le cadre de programmes d'innovation ouverte, ouvrant la voie à de nouveaux projets pilotes basés sur des solutions innovantes et des technologies de pointe.

P 3

COLLECTE, TRAITEMENT ET SÉCURISATION DES DONNÉES PERSONNELLES

Un enjeu économique et stratégique majeur

L'Algérie renforce son dispositif de protection des données personnelles à l'heure où le pays accélère sa transformation numérique. C'est le message central qui a émergé lors du jour d'étude organisé par l'Autorité nationale de protection des données personnelles (ANPDP), présidée par Samir Bourhil, en présence du président du Conseil de la Nation, du président de l'Assemblée populaire nationale et de plusieurs ministres.

P 5

ENERGIE

**Vers un nouveau modèle de
consommation de l'électricité
et du gaz** P 2

TOURISME

**Le marketing hôtelier,
facteur clé de la
performance durable** P 5

BANK ABC ALGÉRIE AU SALON TASSHIIL

**Plusieurs nouveautés
dans les produits de la
finance islamique** P 5

LA MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT REÇOIT LA
REPRÉSENTANTE DE L'UNICEF EN
ALGÉRIE

Les voies et moyens
de renforcer la
coopération entre
les deux parties
examinés

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a reçu, hier à Alger, la Représentante du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) en Algérie, Mme Katarina Johansson, avec laquelle elle a évoqué les voies et moyens de renforcer la coopération, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère, s'inscrit dans le cadre du "renforcement de la coopération bilatérale entre les deux parties en matière de promotion des pratiques environnementales chez les enfants et leur consécration en tant que droit fondamental", selon la même source. La rencontre a été l'occasion de mettre en avant les efforts de l'Algérie visant à garantir à l'enfant le droit à un environnement sain et sécurisé, à travers les programmes et les initiatives mis en œuvre par le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, notamment en ce qui a trait à la généralisation des clubs verts au sein des écoles et à l'organisation de campagnes de sensibilisation à l'éducation environnementale. Les deux parties ont, par ailleurs, évoqué les perspectives d'élargir les domaines de coopération entre le secteur et l'Organisation onusienne, notamment en ce qui concerne le développement de programmes conjoints en vue de renforcer la conscience écologique chez les jeunes générations et de soutenir les capacités créatives de l'enfant en matière de protection de l'environnement. A cette occasion, Mme Krikou a réaffirmé "l'engagement de l'Algérie à poursuivre le travail, afin de garantir un environnement sain et durable aux enfants, en cohérence avec les politiques nationales et les engagements internationaux de l'Algérie en matière de protection de l'environnement et des droits de l'enfant", lit-on dans le communiqué.

CONTRÔLE DES IMPORTATIONS

Des laboratoires mobiles déployés
au niveau de huit ports

Huit ports nationaux seront désormais dotés de laboratoires mobiles modernes, équipés de technologies avancées et confiés aux équipes de contrôle, afin de renforcer la surveillance des produits, protéger la santé des consommateurs et moderniser le dispositif national de régulation du marché. C'est ce que la ministre du Commerce intérieur et de la régulation du marché national, Amel Abdellatif, a annoncé hier à Alger, lors de son ouverture de la journée d'information sur les laboratoires mobiles équipés au palais des expositions.

Par Réda Hadi

Cette initiative s'inscrit dans les efforts continus de l'État pour garantir la conformité des produits aux normes nationales et internationales, protéger la santé des consommateurs et renforcer la confiance dans le marché algérien. Depuis plusieurs années, l'Algérie déploie une stratégie multidimensionnelle visant à renforcer le contrôle de la qualité des produits, assurer la sécurité du consommateur et améliorer le fonctionnement du marché national, en particulier dans un contexte d'ouverture commerciale croissante et de modernisation des échanges. «Ces laboratoires mobiles, acquis auprès de la Société algérienne de fabrication de véhicules SA-FAB-MB, relevant du ministère de la Défense nationale, et équipés des technologies les plus récentes, offrent des capacités analytiques avancées » a-t-elle avancé notamment la détection des résidus de pesticides, l'identification des substances chimiques et contaminants, l'analyse des céréales et des produits végétaux, entre autres mesures scientifiques Il convient de préciser que ces laboratoires mobiles seront déployés dans les passages frontaliers maritimes les plus actifs du pays : les ports d'Alger, Annaba, Skikda, Jijel, Béjaïa, Oran, Mostaganem et Ghazaouet. Aussi, Amel Abdellatif a souhaité saisir cette occasion pour saluer le rôle essentiel des équipes de répression des fraudes sur le terrain, véritables première ligne de dé-

fense en matière de sécurité et de santé du consommateur. Elles effectuent un contrôle physique rigoureux ainsi qu'un contrôle analytique scientifique à travers des prélèvements envoyés aux laboratoires sectoriels relevant du Centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage ou du Laboratoire national d'essais (LNE). Ces analyses scientifiques constituent la base objective sur laquelle reposent les décisions concernant la conformité ou la non-conformité des produits, ainsi que les mesures légales nécessaires pour garantir la protection du consommateur et la sécurité du marché. Compte tenu de l'importance de ce rôle analytique, ce secteur a œuvré à l'élargissement du réseau de laboratoires, lequel compte aujourd'hui 42 laboratoires opérationnels, dotés d'une capacité analytique de 20 000 échantillons par an, capacité qui augmentera avec la réalisation de 16 nouveaux laboratoires. Le total atteindra ainsi 58 laboratoires d'ici la fin de l'année 2026, traduisant une vision claire de la construction d'un système de contrôle moderne, performant et hautement capable de protéger le consommateur et d'assurer la qualité des produits. Dans ce cadre, elle a souligné que le ministère travaille également au développement d'un système informatique intégré pour la gestion des laboratoires (LIMS -Laboratory Information Management System) permettant de disposer de données précises sur les équipements et les ressources humaines, et de faciliter l'échange instan-

tané des informations, renforçant ainsi les principes de transparence et d'efficacité dans les activités de contrôle et d'analyse. Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de numérisation, le projet de carte numérique nationale des laboratoires GEOLAB représente l'une des réalisations les plus marquantes du secteur ces dernières années. Cette plateforme intelligente n'est pas seulement une application numérique, mais une véritable base de données nationale intégrée regroupant de faite, les capacités analytiques de chaque laboratoire, les compétences humaines, les équipements scientifiques et les domaines de spécialisation. La création de laboratoires mobiles, dira la ministre, n'est pas une simple démarche technique, mais un engagement fort envers la santé du consommateur, la transparence et la protection de notre marché national. Elle constitue également un pilier essentiel pour renforcer la compétitivité de notre économie et consolider la confiance des consommateurs. Pour assurer le succès total de ce dispositif, la ministre souligne plusieurs orientations fondamentales, dont entre autre, le renforcement des capacités humaines et techniques à travers la formation continue des équipes et l'actualisation permanente des équipements, avec une harmonisation des méthodes d'analyse avec celles utilisées dans les laboratoires fixes, afin de garantir la fiabilité et la crédibilité de tous les résultats.

HABITAT

Les souscripteurs à l'AADL 3 appelés à consulter
les résultats des recours

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a appelé, lundi, les souscripteurs au programme "AADL 3" qui ont introduit des

recours par voie électronique, à accéder à sa plateforme pour consulter les résultats de l'étude et du traitement de leurs dossiers. L'Agence a affirmé, dans un

communiqué, que les résultats de l'étude et du traitement des recours sont disponibles via sa plateforme électronique, en consultant la rubrique "Souscription" sans besoin de se dé-

placer auprès des services de l'Agence. L'AADL a mis à la disposition des concernés le numéro vert 3040 pour répondre à leurs questions et préoccupations.

ENERGIE

Vers un nouveau modèle de consommation de l'électricité et du gaz

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, hier, une réunion d'évaluation regroupant les principaux responsables du ministère, a indiqué le ministère dans un communiqué. La rencontre a été consacrée à l'examen de l'avancement du projet visant à élaborer un nouveau modèle de

consommation énergétique (électricité et gaz) adapté aux différentes catégories de la population, précise la même source. En effet, ce projet ambitionne d'établir une méthodologie scientifique fondée sur des données de terrain précises, afin de permettre une orientation objective des investissements publics

dans le secteur énergétique à travers l'ensemble du territoire. L'objectif est de garantir une qualité de service optimale et durable. « Cette démarche figure parmi les priorités stratégiques du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables », a souligné Mourad Adjal lors des discussions. Lors de cette réunion, le ministre a

examiné également l'état actuel des opérations d'accès aux marchés étrangers à travers l'exportation d'énergie, de matériel électrique et gazier, ainsi que l'exportation de savoir-faire, « faisant de l'Algérie un partenaire fiable et respecté dans le domaine de l'énergie et des énergies renouvelables à l'échelle mondiale».

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

HYDROGÈNE VERT

L’Algérie expose sa stratégie à Riyad

Une session de haut niveau intitulée « Libérer le potentiel inexploité de l’hydrogène propre par l’investissement et l’innovation » s’est tenue, hier à Riyad (Arabie saoudite), en marge de la 21e Conférence générale de l’Organisation des Nations unies pour le développement industriel. En participant à cet événement consacré à l’essor de l’hydrogène vert, le ministre d’État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a présenté une vision stratégique où l’hydrogène propre occupe désormais une place centrale dans l’avenir énergétique de l’Algérie.

Par Adem A.

Face à un auditoire composé de représentants internationaux, d’ambassadeurs et de responsables de haut niveau venus d’Europe, du monde arabe et d’autres régions, le ministre a souligné la portée de cette rencontre, organisée dans un « contexte énergétique mondial marqué par des transformations rapides et des exigences croissantes de durabilité ». Il a affirmé que l’Algérie avance aujourd’hui avec une stratégie structurée, claire et ambitieuse pour maîtriser les nouvelles technologies de l’énergie propre et assurer une transition maîtrisée. Mohamed Arkab est revenu en détail sur la stratégie nationale de l’hydrogène adoptée en 2023, véritable socle du développement d’une économie bas carbone fondée sur l’innovation et la diversification. Cette feuille de route prévoit l’élaboration d’un cadre réglementaire adapté, la mise en œuvre de projets pilotes, l’augmentation progressive des capacités de production et la structuration d’une filière industrielle complète. Selon lui, « l’hydrogène propre représente pour l’Algérie une opportunité historique de s’affirmer comme un acteur clé de l’énergie de demain ». Le ministre a mis en avant l’avantage naturel dont bénéficie le pays grâce à son immense potentiel solaire, permettant d’envisager une production d’hydrogène renouvelable à grande échelle et à coût compétitif. Il a également rappelé les avancées déjà réalisées, notamment la création de nouvelles filières universitaires pour développer les

compétences locales, ainsi que le lancement de projets collaboratifs avec plusieurs partenaires internationaux. Il a souligné que la loi de finances 2026 introduit des mesures incitatives fortes, dont l’exonération des droits de douane et des taxes sur les électrolyseurs et les panneaux solaires, afin de soutenir les premières phases d’industrialisation. Abordant les projets d’envergure, Arkab a évoqué le South H2 Corridor, un projet stratégique destiné à transporter l’hydrogène vert algérien vers l’Europe. Soutenu par l’Union européenne et accompagné techniquement par l’ONUDI, ce corridor constitue selon lui « un axe de coopération structurant, capable de repositionner durablement l’Algérie dans le paysage énergétique euro-méditerranéen ». Parallèlement, le ministre a rappelé l’importance du projet national inscrit dans le programme mondial de l’hydrogène propre financé par le Fonds pour l’environnement mondial. Ce programme vise à développer les normes, les mécanismes de certification, les infrastructures technologiques et les compétences humaines nécessaires à l’émergence d’un écosystème national compétitif. Il contribuera, selon Arkab, à l’essor de nouvelles chaînes de valeur dans les domaines des engrais, de la mobilité propre, de l’ammoniac vert et de l’industrie bas carbone. En marge de cette session, l’agenda du ministre à Riyad a été marqué par deux rencontres bilatérales majeures. La première l’a réuni avec le directeur général de l’ONUDI, Gerd Müller, dans un entretien consacré à l’excellence des relations

entre l’Algérie et l’organisation onusienne. Les discussions ont porté sur le renforcement du partenariat dans les domaines des technologies industrielles, du développement durable, du transfert de compétences et des projets liés à l’hydrogène propre, notamment le South H2 Corridor dont l’ONUDI assurera le secrétariat technique. Arkab a réaffirmé la volonté de l’Algérie de développer une industrie intégrée, d’accroître la valeur ajoutée dans les filières minières et énergétiques, et d’investir dans les secteurs de pointe. La seconde rencontre a réuni le ministre avec le secrétaire général du Forum international de l’énergie, Jassim Alshirawi, pour discuter de l’évolution des marchés pétroliers et gaziers, des enjeux de sécurité énergétique et des perspectives de coopération renforcée. Arkab a réaffirmé le soutien constant de l’Algérie au Forum, en soulignant son rôle majeur dans le dialogue entre pays producteurs et consommateurs, et en appelant à intensifier les initiatives communes pour stabiliser les marchés tout en accompagnant la transition énergétique mondiale. Mohamed Arkab a réitéré la détermination de l’Algérie à travailler avec ses partenaires pour accélérer la transition énergétique mondiale et promouvoir une industrie propre fondée sur l’innovation. Il s’est dit convaincu que les discussions tenues à Riyad permettront de transformer les ambitions communes en résultats concrets, capables de soutenir durablement la croissance, la sécurité énergétique et le développement industriel.

ALGERIE- ARABIE SAOUDITE Une volonté commune de renforcer la coopération dans les hydrocarbures

Par Selma R

Dans le cadre de la 21^e Conférence générale de l’Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), qui se tient dans la capitale saoudienne Riyad du 23 au 27 novembre 2025, le ministre d’État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, a eu, hier, un entretien avec le ministre de l’Énergie du Royaume d’Arabie Saoudite, le prince Abdulaziz bin Salman bin Abdulaziz, en présence de l’ambassadeur d’Algérie auprès du Royaume d’Arabie Saoudite et de hauts responsables des deux parties. Selon un communiqué du ministère, cette rencontre a permis de réaffirmer la profondeur des relations historiques entre l’Algérie et l’Arabie Saoudite, ainsi que la volonté commune de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines des hydrocarbures et des mines. Les deux parties ont également passé en revue les opportunités de coopération et les perspectives prometteuses dans les domaines de l’exploration et du développement des hydrocarbures, de l’industrie pétrochimique et du développement de l’hydrogène propre, soulignant l’importance de renforcer les partenariats industriels et d’investissement entre les entreprises algériennes et saoudiennes, notamment Sonatrach d’une part, et Aramco, le groupe ACWA Power et d’autres d’autre part. Par ailleurs, les ministres ont abordé des axes stratégiques prioritaires pour les deux pays, tels que la valorisation du contenu local dans les chaînes de valeur énergétiques, l’échange de connaissances et le transfert de technologies, le développement de programmes de formation et de perfectionnement dans les industries pétrolières, ainsi que l’intensification de la recherche et de l’innovation. Dans ce cadre, M. Arkab a réitéré l’engagement de l’Algérie à concrétiser de véritables projets de transition énergétique visant à réduire l’empreinte carbone dans l’industrie pétrolière et gazière. Concernant le marché pétrolier international, les deux ministres ont exprimé leur satisfaction face aux évolutions du marché mondial, grâce aux efforts continus dans le cadre de l’OPEP et de l’alliance OPEP+, réaffirmant l’engagement total de leurs pays à mettre en œuvre les accords de l’OPEP+ afin de stabiliser le marché, tout en appelant à poursuivre le dialogue et la coordination entre l’ensemble des producteurs pour maintenir l’équilibre des marchés et garantir des investissements à long terme.

CLÔTURE DE LA 7^e ÉDITION DU « DÉFI ALGÉRIEN DES START-UPS »

Signature de neuf accords pour de nouveaux projets innovants

Par S R.

La 7^e édition du programme «Défi Algérien des Start-ups» s’est achevée hier à Alger en beauté, avec la signature de neuf accords entre des start-ups et des acteurs économiques dans le cadre de programmes d’innovation ouverte, ouvrant la voie à de nouveaux projets pilotes basés sur des solutions innovantes et des technologies de pointe. La cérémonie de clôture s’est déroulée en présence de Nouredine Ouaddah, ministre de l’Économie de la Connaissance et des Start-ups et Micro-entreprises, Nassima Arhab, ministre de la Formation et de l’Enseignement professionnels, ainsi que Yacine Mahdi Walid, ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, aux côtés de représentants d’institutions financières et économiques ainsi que d’experts nationaux et internationaux. Parmi ces accords, comprenant des contrats de partenariat, de vente et de fi-

nancement, figure une convention entre l’opérateur de téléphonie mobile « Djezzy » et la start-up «Tahwissa». Lors de son allocution, M. Ouaddah a salué l’évolution du Défi des Start-ups, passant de la simple incitation des jeunes à présenter leurs idées à la signature de contrats concrets avec des entreprises économiques. Il a appelé les porteurs de projets à créer un fonds d’investissement dédié pour suivre et soutenir les initiatives des jeunes. Le ministre a souligné que cette évolution reflète la maturité de l’écosystème des start-ups, devenues « un outil pour apporter des solutions concrètes » au service des citoyens et des institutions publiques par l’innovation. De son côté, Mme Arhab a salué les résultats de cette édition, mettant en avant l’importance de connecter les initiatives innovantes aux acteurs économiques et en appelant à renforcer la coopération avec le secteur de la formation professionnelle. Lors de l’événement, 16 start-ups ont présenté leurs so-

lutions devant un jury composé de représentants de partenaires économiques et d’experts, accompagné de sessions de discussion sur l’innovation durable, la modernisation industrielle, l’assurance intelligente et l’intelligence artificielle. Parmi les lauréats, la start-up « Tahwissa » a remporté le défi « Inclusion numérique » grâce à sa plateforme de tourisme électronique intégrée. Quant à « Woven », elle a gagné le défi « Économie circulaire » avec un projet de transformation de laine et de peaux de moutons en engrais organiques de haute qualité. En outre, la start-up « Sanox » a remporté le défi « Technologies modernes pour la réduction des risques » avec un chatbot médical basé sur l’intelligence artificielle pour évaluer les symptômes et orienter les patients. Par ailleurs, « Clean Truck » a remporté le défi « Technologies innovantes en matière d’hygiène et de propreté » avec une solution IoT pour gérer les ressources de nettoyage via une plateforme

numérique, et enfin « Martece » a gagné le défi « Technologies innovantes dans le secteur de l’assurance » avec un dispositif connecté pour détecter précocement les catastrophes naturelles et protéger les fermes piscicoles. Il est à rappeler que la 7^e édition a rassemblé 375 start-ups de 39 wilayas et des représentants de la diaspora, avec plus de 25 000 visites sur la plateforme numérique dédiée aux projets innovants. Centrée sur cinq programmes d’innovation ouverte couvrant les secteurs de l’hygiène et de la propreté, l’assurance, l’économie circulaire, l’inclusion numérique et la réduction des risques, cette édition a permis aux start-ups de présenter des solutions prêtes à commercialiser ou en phase de développement. Depuis son lancement en 2018, le «Défi Algérien des Start-ups» a impliqué plus de 3 500 innovateurs et soutenu plus de 300 start-ups, leur permettant de développer et de commercialiser leurs solutions sur le marché national.

MÉGAPROJET DE LA LIGNE FERROVIAIRE BECHAR-TINDOUF-GARA DJEBILET
Le ministre des Travaux publics inspecte le chantier du tronçon Hammaguir-Abadla

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a effectué dimanche une visite d’inspection sur le chantier du tronçon Hammaguir-Abadla, élément clé du mégaprojet ferroviaire Bechar-Tindouf-Gara Djebilet, dont la longueur totale atteint 950 km. Au cours de sa visite, le ministre a constaté le rythme soutenu des travaux sur les ouvrages d’art et la pose des rails. Sur les 120 km du tronçon Hammaguir-Abadla, la quasi-totalité des ouvrages d’art est achevée, tandis que la pose des rails progresse à un rythme quotidien de 10 km. Selon Abdelchafi Benrabia, directeur du projet, sur les 950 km de la ligne, 800 km de rails ont déjà été installés et réceptionnés. Les 150 km restants devraient être finalisés avant le 20 décembre, permettant ainsi la réception complète du projet à la même échéance. Accompagné des autorités locales, M. Djellaoui a également visité le chantier de la future gare de Hammaguir, actuellement en phase de finalisation. Il a salué le choix architectural retenu, conçu pour accueillir les voyageurs, gérer les marchandises et faciliter le transit des trains miniers. Le ministre a conclu sa visite à Bechar par l’inspection du pont ferroviaire surplombant l’oued Guir, dans la commune d’Abadla, un ouvrage stratégique long de plus d’un kilomètre. Auparavant, dans la wilaya de Beni-Abbes, il avait inspecté deux autres ponts en cours d’achèvement aux kilomètres 237 et 234, ainsi qu’un atelier de pose des rails au km 234 du tracé. Ces infrastructures majeures renforcent la connectivité et le développement économique du Sud-Ouest algérien.

CANCER DU COL DE L'UTÉRUS
Une nouvelle étude de référence confirme l'intérêt du vaccin

Les vaccins contre le papillomavirus humain (HPV) diminuent drastiquement le risque de cancer du col de l'utérus, en particulier s'ils sont administrés à un jeune âge, conclut lundi une vaste étude en France qui confirme l'état des connaissances sur le sujet. "La vaccination anti-HPV réduit probablement de 80% l'incidence du cancer du col de l'utérus chez les personnes qui ont été vaccinées à 16 ans ou auparavant", conclut cette étude réalisée par l'organisme Cochrane. Cochrane est une organisation qui réunit de nombreux chercheurs internationaux dans l'idée de réaliser des études visant à faire référence sur l'état des connaissances sur un sujet donné. La qualité de ces travaux fait

largement consensus dans le monde médical et scientifique malgré quelques critiques méthodologiques. L'intérêt de la vaccination anti-HPV est déjà largement établi, ce virus sexuellement transmissible étant à l'origine de multiples pathologies dont, en premier lieu, des cancers du col de l'utérus. De nombreux pays mènent désormais des programmes de vaccination auprès des adolescents, mais se heurtent fréquemment à des réticences sur fond de vaccinoscepticisme. Dans ce contexte, Cochrane, qui s'était déjà penché sur le sujet à la fin des années 2010, a publié deux nouvelles revues de la littérature scientifique existante, beaucoup de nouvelles études ayant été réalisées dans l'intervalle.

FRET DES MARCHANDISES IMPORTÉES

Le ministère du Commerce extérieur apporte des précisions

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a affirmé, dimanche dans un communiqué, que l'autorisation exceptionnelle relative aux opérations de domiciliation bancaire concernant les frais de fret des marchandises importées vise à faciliter les opérations de fret. "Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations tient à apporter des précisions que ce qui a été mentionné dans le communiqué de l'Association des banques et des établissements financiers (ABEF) concernant les opérations de domiciliation bancaire relatives à l'autorisation exceptionnelle délivrée par les services du ministère, porte uniquement sur les frais de fret des opérations d'importation en cours jusqu'au 31 décembre 2025, afin de faciliter les opérations de fret. Les banques commerciales sont tenues de transmettre aux services du ministère le



bilan de la domiciliation bancaire des frais de fret durant la même période", lit-on dans le communiqué. "Concernant toutes les autres opérations d'importation, que ce soit l'activité d'importation dans le domaine de la gestion ou de l'équipement,

ou la revente en l'état, elles demeurent soumises au programme prévisionnel et à la domiciliation bancaire délivrés par le département ministériel conformément à la réglementation et aux procédures en vigueur", ajoute le communiqué.

LE MINISTÈRE ANNONCE LE LANCEMENT D'UNE CAMPAGNE NATIONALE DE VACCINATION

Ensemble, unis contre la poliomyélite

Le Ministère de la Santé lance, à partir du 30 novembre courant, les Journées nationales de vaccination contre la poliomyélite à travers tout le territoire national, dans le but de renforcer la prévention sanitaire et d'augmenter l'immunité collective des enfants. La campagne vise à vacciner 4 425 502 enfants, âgés de 2 à 59 mois (cinq ans moins un jour), qui constituent la catégorie la plus exposée au risque, au niveau de 274 établissements publics de santé de proximité, selon le programme suivant : « 1^{re} phase : du 30 novembre au 06 décembre 2025 ; 2^e phase : du 21 au 27 décembre 2025 ; 3^e phase : du 25 au 31 janvier 2026, avec le vaccin injectable VPI». Le ministère de la Santé souligne que tous les enfants relevant de la tranche d'âge ciblée sont concernés par l'ensemble des phases, sans exception, y compris ceux ayant déjà reçu les vaccins du calendrier vaccinal de routine. L'organisation de cette campagne intervient suite à l'enregistrement de quelques cas du poliovirus variant de type 2 (VDPV2) dans certaines wilayas. Cela ne remet nullement en cause le certificat attestant que l'Algérie est exempte

du poliovirus sauvage depuis 2016. Il a également été décidé d'adopter le vaccin oral type 2, compte tenu de son efficacité et de sa sécurité face aux variants du poliovirus, en complément du vaccin VPI. Le Ministère réitère que le vaccin est sûr et efficace, et que chaque dose est essentielle pour protéger la santé des enfants, interrompre la chaîne de

transmission du virus et renforcer la sécurité sanitaire nationale. Le Ministère de la Santé appelle l'ensemble des parents à participer massivement à cette campagne nationale, en se rendant à l'établissement de santé le plus proche ou à travers les équipes mobiles de vaccination durant les jours de la campagne, afin de préserver la santé de leurs enfants.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 23 نوفمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 23 Novembre 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة			
DA / Kg			دج / كلغ			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	59	69	50	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	132	152	112	الطماطم	
	Oignon sec	51	58	43	البصل الجاف	
	Ail sec	698	776	621	الثوم الجاف	
	Carotte	83	95	71	الجزر	
	Navet	91	102	79	اللفت	
	Choux fleur	109	124	94	قرنبيط	
	Choux	99	114	84	الكرنب	
	Courgette	116	132	101	الكوسة	
	Haricot vert	148	167	129	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	108	122	95	الخس	
Fruits frais	Clémentine	220	270	170	كليمنتين	فواكه طازجة
	Orange	202	237	167	البرتقال	
	Citron	166	188	143	الليمون	
	Pomme locale	358	446	270	التفاح المحلي	
	Datte	487	625	349	التمر	
	Banane	442	456	429	الموز	
	Grenade	175	209	140	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1863	2012	1713	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	357	370	344	الدجاج	
	Œufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,24	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,48	-0,99	9,00	5,56	4765	6 671 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	2500,00	-0,04	0,91	3,39	6,65	6,40	2891	7 227 500,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	GPA	2 299,00	2300,00	0,04	0,97	1,83	10,97	5,43	21932	50 443 600,00
EGH El Aurassi	AUR	361,00	NC	0,00	-4,35	-9,29	4,56	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	1,36	-0,23	3,78	5,25	0	0,00

COLLECTE, TRAITEMENT ET SÉCURISATION DES DONNÉES PERSONNELLES

Un enjeu économique et stratégique majeur

L'Algérie renforce son dispositif de protection des données personnelles à l'heure où le pays accélère sa transformation numérique. C'est le message central qui a émergé lors du jour d'étude organisé par l'Autorité nationale de protection des données personnelles (ANPDP), présidée par Samir Bourhil, en présence du président du Conseil de la Nation, du président de l'Assemblée populaire nationale et de plusieurs ministres.

Par M. A.

Au cours de cette rencontre, qualifiée par M. Bourhil de « moment crucial pour concilier droits fondamentaux et technologies numériques », l'accent a été mis sur les défis liés à la collecte, au traitement et à la sécurisation des données personnelles, devenues une véritable richesse stratégique pour l'économie digitale. « La protection des données personnelles ne relève plus d'un simple choix technique ou administratif. Elle est devenue un impératif économique et éthique, indispensable pour bâtir un environnement numérique de confiance et soutenir la compétitivité de nos entreprises », a déclaré Samir Bourhil devant un auditoire composé de chercheurs, d'experts et de décideurs. La rencontre a également permis de revenir sur l'évolution du cadre légal en Algérie. La loi n°18-07 du 10 juin 2018, modifiée par la loi n°25-11, établit désormais des règles strictes pour encadrer la collecte, le stockage, le traitement et le transfert des données personnelles. Elle impose notamment la nécessité d'obtenir le consentement explicite des personnes

concernées, la précision du but de traitement des données et le respect du principe de proportionnalité entre les informations collectées et l'objectif poursuivi. Pour garantir l'application de ces principes, le texte a instauré une autorité nationale indépendante dotée de larges compétences en matière de contrôle, de délivrance de licences, d'inspections, d'enquêtes et de réception des plaintes. Cette institution est également chargée de sensibiliser le public et de renforcer la culture de protection des données, considérée comme un élément clé de la confiance numérique. Selon Samir Bourhil, « La confiance des citoyens dans le traitement de leurs données est le socle de toute politique de transformation numérique. Si les individus perçoivent que leurs informations sont utilisées de manière responsable, cela favorise l'innovation, la croissance et l'investissement dans le secteur numérique ». Le président de l'ANPDP a insisté sur le rôle central des données personnelles dans l'économie digitale. Elles constituent aujourd'hui un actif stratégique pour les entreprises et les institutions, utilisées pour optimiser les services commerciaux, financiers, sanitaires et administratifs. Ce-

pendant, elles exposent également les citoyens à des risques sans précédent si elles sont mal protégées. « Les données personnelles sont devenues la monnaie de l'économie numérique », a ajouté Bourhil, « et leur protection est indissociable de la souveraineté nationale et de la sécurité économique. Une fuite ou un usage non autorisé peut avoir des conséquences lourdes pour l'État, les entreprises et les citoyens ». Cette journée d'étude a également été conçue comme un espace de dialogue et de réflexion pour trouver un équilibre entre innovation numérique et respect des droits fondamentaux. Elle marque une étape dans la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la transformation digitale, appelée à renforcer la protection des citoyens tout en stimulant le développement de l'économie numérique. « Notre objectif est de transformer ces obligations légales en opportunités de croissance », a conclu Samir Bourhil. « En sensibilisant les acteurs économiques et en formant nos ressources humaines, nous faisons de la protection des données personnelles un levier pour la compétitivité et la modernisation de notre économie ».

BANK ABC ALGÉRIE AU SALON TASSHIIL

Plusieurs nouveautés dans les produits de la finance islamique

Par R E.

Lors d'une conférence de presse, organisée dimanche par Bank ABC Algérie, plusieurs nouveautés de ses produits ont été annoncées à l'occasion de sa participation à la 2ème édition du Salon Tasshiil, qui se tient au Palais des expositions des Pins maritimes d'Alger du 23 au 25 novembre courant. Tasshiil, dit « le salon du crédit », est dédié, faut-il le rappeler, aux crédits bancaires, au leasing et à l'investissement en vue de faciliter l'accès aux financements. A travers cette démarche, et dans une stratégie basée sur l'innovation, Bank ABC Algérie tente ainsi plus de rapprochement de ses clients, prospects et opérateurs économiques. En trois points, la banque a dévoilé des nouveautés, toutes relevant exclusivement à la finance islamique, à côté d'autres offres dans la finance conventionnelle déjà en cours. Il s'agit d'abord du lancement d'un crédit à la consommation dit « Ijara » et destiné aussi bien aux particuliers qu'aux entreprises. Ce sont des crédits conformes aux principes de la finance islamique et conçus pour l'acquisition de divers biens de production algérienne (électroménagers, véhicules, et autres biens de consommation), mais également des crédits immobiliers et à l'aménagement de biens immobiliers. Selon Mme Zhira

Makhloufi, cheffe de Division Banque de détail, « le crédit d'aménagement de biens immobiliers peut s'étaler jusqu'à dix ans avec des tarifs très avantageux (...) Le financement peut atteindre les 4 millions de dinars », a-t-elle souligné. La deuxième annonce a été celle de l'organisation d'une tombola « pour récompenser les clients fidèles de la banque », explique-t-elle, et dont les résultats du tirage sont prévus pour le 31 décembre 2025, « supervisés par un huissier de justice ». Selon Mme Makhloufi, « la participation est ouverte au grand public, y compris pour les nouveaux clients, de la fenêtre islamique Alburaq titulaire d'un compte épargne d'investissement-moudaraba ouvert avant le 29/12/2025 (...) Pour y participer, il suffit de se présenter à l'agence la plus proche pour devenir un épargnant de notre banque en déposant au minimum 300 000 dinars ». Enfin, Bank ABC Algérie a annoncé diverses « des nouveautés relatives à ses produits et services » aussi bien dans la finance islamique que dans la conventionnelle et s'adressant aux particuliers comme aux entreprises », lit-on dans un communiqué de presse. Des nouveautés que les visiteurs du salon Tasshiil pourront découvrir sur place. La conférence de presse, tenue sous le thème « La finance islamique au service de l'économie nationale », a été animée

par le professeur Mohamed Boudjelal, professeur d'économie expert en finance islamique, enseignant à l'université de M'sila, membre du HCI (Haut conseil islamique), membre fondateur du Fonds national de la Zakat, auteur de plusieurs travaux académiques, souvent invité à enseigner la finance islamique dans des universités françaises (Bordeaux et Strasbourg). Le professeur Boudjelal a plaidé pour la généralisation de la finance islamique dans tous les établissements financiers en Algérie et non pas se limiter à l'ouverture de simples guichets dédiés. Il a notamment expliqué les fondements de la finance islamique, basée sur l'éthique, son rôle dans le développement de l'économie du pays, tout en la confrontant à la finance conventionnelle pour rappeler enfin la faillite des grandes institutions financières mondiales lors de la crise des subprimes de 2008. Ceci, a-t-il dit, « a mis en évidence la solidité de la finance islamique dont aucune banque n'a été impactée par la crise financière », et ce, en raison de « l'interdiction de trois pratiques responsables des dérives de la finance conventionnelle, à savoir la pratique de l'intérêt sur les prêts, la spéculation à découvert et la titrisation de créances, largement répandue aux Etats Unis depuis les années 1970 ».

TOURISME

Le marketing hôtelier, facteur clé de la performance durable

Les participants aux 7e Journées du marketing hôtelier, tenues à Alger, ont mis en lumière l'importance incontournable du marketing dans la réussite des établissements hôteliers, essentiel pour répondre aux attentes des clients et se démarquer dans un marché très concurrentiel. Pour les participants à cette manifestation, organisée par RH International Communication et placé sous le parrainage du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, le marketing constitue "un socle stratégique essentiel à la performance de tout établissement hôtelier", dans un contexte de marché devenu intensément compétitif, marqué par la montée des standards internationaux et l'évolution des attentes des voyageurs. Les professionnels ont rappelé que "le marketing hôtelier ne se résume en aucun cas à la promotion d'une chambre ou d'un tarif, mais repose sur une vision globale et intégrée, qui englobe la compréhension fine des attentes et comportements des voyageurs, la gestion cohérente et durable de l'image de marque, l'optimisation de la présence digitale, la maîtrise des canaux de distribution et la capacité d'innovation face à un environnement en constante mutation". Les participants ont conclu que "dans un secteur en transformation accélérée, seuls les établissements qui intègrent réellement la culture marketing au cœur de leur fonctionnement pourront espérer se distinguer durablement".

SIDI BEL-ABBES

Journée d'étude sur le tourisme saharien durable

Une journée d'étude consacrée aux mécanismes de soutien au tourisme saharien durable et au renforcement de la coopération entre les acteurs du secteur a été organisée lundi à Sidi Bel-Abbes. Dans son allocution d'ouverture, le Directeur du tourisme et de l'artisanat de Sidi Bel-Abbes, Tayeb Zaïdi, a souligné le rôle stratégique de la wilaya en tant que point de jonction entre le nord et le sud du pays, mettant en avant les services touristiques offerts grâce à sa position géographique, facilitant l'accès aux sites touristiques du Sud algérien. Les participants ont rappelé que les villes de l'intérieur jouent un rôle central dans la dynamisation du flux touristique vers le Sud, tant sur les plans économique que logistique, en raison de leur capacité à accueillir les visiteurs et à leur offrir les conditions nécessaires pour rejoindre les différentes destinations du Sud. Les intervenants ont recommandé de renforcer les atouts touristiques de la wilaya de Sidi Bel-Abbes et d'accompagner les touristes dans la découverte du tourisme saharien, notamment à travers les agences de voyages et les institutions concernées, faisant ainsi des villes de l'intérieur une porte d'entrée naturelle pour apprécier les beautés et la richesse culturelle du Sud algérien. A noter que cette journée d'étude a été organisée à la bibliothèque principale de lecture publique Mohamed El-Kabbati, à l'initiative de la Direction du tourisme et de l'artisanat et sous la supervision de la wilaya de Sidi Bel-Abbes, avec la participation de divers acteurs du secteur touristique.

ALGER

Ouverture et extension de nouvelles lignes de transport au profit des habitants de la cité Roukhi à Souidania

L'Établissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a annoncé, dimanche dans un communiqué, l'ouverture et l'extension de nouvelles lignes au niveau de la cité Roukhi dans la commune de Souidania, à partir de lundi, dans le cadre de l'amélioration du service de transport public et de la facilitation des déplacements des citoyens.

"En application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, visant à améliorer le service de transport public, l'ETUSA informe ses usagers de l'ouverture et de l'extension de nouvelles lignes desservant la cité Roukhi à partir de lundi 24 novembre", précise le communiqué.

Il s'agit de la ligne 229 reliant la cité Roukhi à Souidania centre, le premier départ étant prévu à 6h00 depuis la cité Roukhi et le dernier à 18h30 depuis Souidania centre, avec une fréquence d'un bus toutes les 30 minutes et au prix de 20 DA.

Le programme comprend également la ligne 526 reliant la cité Roukhi à la station 2 Mai (Tafourah), en passant par les Cités Vertes d'Ouled Fayet, le premier départ étant programmé à 6h00 depuis la cité Roukhi et le dernier à 17h00 depuis la station "2 Mai", au tarif de 50 DA.

A cette occasion, l'ETUSA a indiqué la modification et l'extension de l'itinéraire de deux lignes supplémentaires: la ligne 3 reliant la cité Roukhi à la station Chevalley en passant par Souidania et Bouchaoui (premier départ à 6h00 depuis Roukhi et le dernier à 19h00 depuis Chevalley, au tarif de 30 DA), ainsi que la ligne 708, reliant la cité Roukhi à la station Chevalley, en passant par Souidania et le parc Dounia, (premier départ à 6h00 depuis la cité Roukhi et le dernier à 18h00 depuis Chevalley, au tarif de 30 DA).

SOUK AHRAS

Réception prochaine des projets d'aménagement et de réhabilitation de 3 polycliniques

La réception des projets d'aménagement et de réhabilitation de 3 polycliniques dans la wilaya de Souk Ahras est attendue pour le "début de l'année 2026 ", a affirmé, dimanche, le directeur des équipements publics, Mohamed Boumehras.

Ce responsable a indiqué, dans une déclaration à l'APS, qu'il s'agit de polycliniques situées dans les communes de Souk Ahras, de Sedrata et de Merahna où l'avancement des travaux a atteint 70 %, "reflétant l'engagement des parties chargées de la réalisation de respecter les délais impartis et de veiller à la qualité du travail".

Il a ajouté que les travaux, inscrits au titre des programmes sectoriels de développement de l'exercice 2025 pour un montant de 150 millions de dinars, sont liés à la réhabilitation des parois intérieures et des

façades, à l'amélioration de l'éclairage et de la ventilation, au développement des systèmes d'assainissement et d'approvisionnement en eau, ainsi qu'à la réparation de l'étanchéité pour " garantir une meilleure isolation contre l'humidité et les infiltrations, assurant ainsi un environnement adéquat pour le personnel médical et paramédical ".

M. Boumehras a également souligné que ces établissements de santé seront renforcés par des équipements médicaux modernes pour les auscultations des patients, ainsi que par de nouvelles équipes médi-

cales et paramédicales garantissant " une réponse adéquate aux urgences médicales, 24 heures sur 24, selon un système de rotation".

Le même responsable a rappelé que la wilaya de Souk Ahras a connu, depuis le début de l'année 2024, de vastes opérations de réhabilitation et de modernisation de 25 établissements de santé à travers différentes communes, dans le cadre d'un programme touchant toutes les infrastructures sanitaires, et à même d'améliorer la qualité des services, tout en rapprochant les établissements de santé des citoyens.

BOUMERDES

Hausse de 7 % des superficies dédiées à l'oléiculture

La superficie globale consacrée à la culture de l'olivier dans la wilaya de Boumerdes a enregistré une hausse de 7 %, équivalant à plus de 620 hectares, durant ces cinq (5) dernières années, a-t-on appris, dimanche, de la Direction locale des services agricoles.

Le verger oléicole de la wilaya est passé ainsi de 7.900 à 8.600 hectares, dont un taux de 90 % produc-

tifs, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Ahmed Abdelhafid Sibouker. Il a fait état de l'introduction de nouvelles variétés, telles que Limli et Arbequina, sur une surface de 45 hectares. Cette hausse de la superficie oléicole est, selon lui, le résultat des programmes de soutien aux agriculteurs, du renouvellement des zones touchées par les incendies, du cycle naturel de production

de l'olivier, de la diminution des maladies de l'olivier et d'une utilisation raisonnée des pesticides. Concernant la campagne oléicole en cours, lancée début novembre courant, la wilaya s'attend à une production de près de 176.000 quintaux d'olives, avec une moyenne de rendement estimée à près de 22 qx/ha, en nette hausse comparativement à la saison écoulée, qui avait enregistré

une collecte d'un peu plus de 33.000 quintaux d'olives. Selon le responsable, la wilaya a réalisé, à ce jour, une collecte de 462 quintaux d'olives de table sur une surface de 18 hectares, soit un rendement de 25 qx/ha. S'agissant de l'huile d'olive, les prévisions tablent sur plus de 3,5 millions de litres, contre seulement 550.000 litres la saison écoulée.

EL TARF

Financement de 90 projets d'étudiants universitaires depuis début 2024

Quatre-vingt-dix (90) projets d'étudiants universitaires ayant bénéficié de formations au niveau du centre de développement de l'entrepreneuriat de l'université Chadli-Bendjedid d'El Tarf ont été financés depuis le début de l'année 2024, a-t-on appris dimanche auprès du directeur de ce centre. Dans une déclaration à l'APS en marge de la clôture des

activités de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat (17-23 novembre), Noufel Messaoudi a précisé que 78 de ces projets ont été financés dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat et 12 autres par l'Agence nationale de gestion du microcrédit. Ces projets concernent divers domaines dont la médecine, la phar-

macie (laboratoires d'analyses), la mécanique, l'électronique, l'agroalimentaire, l'agriculture, le tourisme et les services, selon la même source. Le centre de développement de l'entrepreneuriat a organisé 15 sessions de formation depuis sa création en 2024 au profit de 423 étudiants porteurs de projets et souhaitant les transformer en entreprises, a indiqué M. Mes-

saoudi. Lors de la clôture des activités de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat ayant inclus une série de conférences au profit des étudiants porteurs d'idées, l'accent a été mis sur l'importance de la diffusion de la culture entrepreneuriale parmi les étudiants pour les inciter à transformer leurs idées en projets au service de l'économie nationale.

JIJEL

Production prévisionnelle de près de 6 millions litres d'huile d'olive

Une production prévisionnelle de près de six millions litres d'huile d'olive est attendue, dans la wilaya de Jijel au terme de la campagne de cueillette 2025, a-t-on appris dimanche auprès du président de la chambre locale de l'agriculture. Dans une déclaration à l'APS, M. Toufik

Baka a prévu d'ici la fin de la campagne de récolte d'olive entamée novembre courant l'extraction d'environ 6 millions litres d'huile d'olive, soit 2 millions litres de plus de la saison précédente à la faveur, a-t-il précisé, d'une production " abondante" dans toutes les communes de la wilaya. Cette évolution est le résultat de condi-

tions climatiques " propices" et " l'absence quasi-totale d'incendie ", a-t-il noté. La chambre et ses partenaires ont adopté un programme de sensibilisation des oléiculteurs pour le recours aux techniques modernes de cueillette, de stockage et de trituration pour obtenir une huile de haute qualité, a indiqué M. Baka.

Une opération de plantation de 55.000 plants d'oliviers a été lancée dans la wilaya dans le cadre du programme d'extension des superficies oléicoles pour une enveloppe financière de 55 millions DA, a indiqué de son côté, le directeur des services agricoles (DSA), Bilal Chenouia.

MILA

Fin des travaux de raccordement de 94 exploitations agricoles au réseau d'électricité

Les services de la direction de distribution du gaz et de l'électricité de Mila ont terminé les travaux de raccordement de 94 exploitations agricoles au réseau d'électricité, apprend-on dimanche auprès de cette direction.

L'approvisionnement en électricité de ces exploitations agricoles, réparties sur plusieurs communes de la wilaya, sera "pro-

chainement" entamé parallèlement à la poursuite des travaux de raccordement de 10 autres exploitations actuellement à 60% d'avancement des travaux, a précisé à l'APS le chef du service de communication à cette direction, Rédha Fergani.

Ces exploitations s'ajouteront aux 651 autres exploitations agricoles déjà raccordées au réseau d'électricité à travers la wilaya de

Mila sur un total de 793 exploitations dont les propriétaires ont présenté des demandes de raccordement par le truchement de la direction locale des services agricoles, selon la même source. Dans le cadre de ces projets, il a été procédé à la réalisation d'un réseau de 330 km de lignes dont 166,75 km de réseau de moyenne tension et 164,37 km de réseau de basse ten-

sion et de l'installation de 258 transformateurs électriques, selon la même source. Les efforts sont poursuivis pour relier toutes les exploitations agricoles au réseau électrique en application des instructions des autorités supérieures du pays pour favoriser le développement des productions des diverses filières agricoles, a-t-on indiqué.

Javier Milei et les classes dominantes

Victoire du « libertarianisme », nouveau visage du « fascisme » : pour désigner l'expérience de Javier Milei en Argentine, les qualificatifs, même contradictoires, n'ont pas manqué.

2^e partie et fin

Par Pablo Rotelli

Cependant, Milei a souvent été présenté comme un outsider de la politique, image qu'il a largement contribué à construire. Habitué des plateaux télé, l'économiste libertarien compense le manque de reconnaissance de ses pairs par une popularité médiatique basée sur les prises de position prétendument disruptives. L'Etat serait l'ennemi à abattre. L'entité qui a privé de liberté les Argentins durant la pandémie est aussi celle qui leur « vole leurs richesses » à travers les impôts. Au nom d'une liberté radicale, il appelle à privatiser les trottoirs, à déréguler la vente d'organes, à détruire l'Etat, à brûler la Banque Centrale et à dollariser l'économie. Mais surtout, il s'agit de « combattre la caste », qui serait globalement composée de la classe politique, de l'ensemble des fonctionnaires et bien sûr, des syndicalistes. Ce discours fait rapidement mouche chez une catégorie de la population jusqu'alors peu identifiée par la science politique argentine : les insuffisamment pauvres pour accéder aux aides sociales, et insuffisamment insérés socialement pour jouir des conquêtes du mouvement ouvrier liées au salariat formel. Souvent jeunes, peu diplômés, auto-entrepreneurs à faible revenus vivant chez leurs parents, percevant les intellectuels de gauche comme donneurs de leçons, les allocataires comme des assistés, ces électeurs adhèrent rapidement à un discours qui leur procure l'occasion de prendre une certaine revanche sociale. Les statistiques électorales du second tour vont en ce sens, qui oppose le candidat du péronisme Sergio Massa à Javier Milei. Ce dernier obtient 63,5% des voix des auto-entrepreneurs (contre 30% pour Massa), presque neuf militaires sur dix et sept policiers sur dix votent pour le candidat libertarien. Il obtient aussi le soutien du secteur financier, avec 52% du personnel de la finance qui vote pour lui (contre 39% pour Massa) ou encore des inactifs, qui le plébiscitent à hauteur de 51,9% des voix (contre 41,8% pour Massa). S'arrêter ici pourrait valider l'idée selon laquelle la sociologie électorale d'un candidat dévoilerait sa vraie nature. Ce campisme électoral ne permet pas de voir que le simple fait que de très nombreux ouvriers votent pour un parti ne suffit pas à faire de celui-ci un parti ouvrier. Preuve s'il en est, Milei est majoritaire chez les ouvriers (52,3%), alors que le candidat péroniste ne fait que 41,6%. Affirmer que le parti La Libertad Avanza serait un parti ouvrier serait au mieux une incroyable pirouette intellectuelle et au pire un acte fabuleux de mauvaise foi. Autre chiffre surprenant : le vote par affiliation partisane. Alors que l'on pourrait s'attendre que les adhérents au Partido Justicialista (le parti péroniste) votent comme un seul homme pour le candidat péroniste, un tiers de cette catégorie préfère donner sa voix à Javier Milei. De quoi remettre en question les -déjà peu opérants- clivages partisans.

Mais aussi, Milei obtient de très bons scores chez les salariés du secteur public (45,3%) ou encore chez les scientifiques et autres « professions intellectuelles supérieures » (56,8%). La première leçon à tirer de ces résultats est que Sergio Massa, le ministre de l'économie d'Alberto Fernandez (péroniste de centre-droit), n'a pas représenté une alternative pour les travailleurs. Sa stratégie de respectabilisation à marche forcée s'est avérée être une catastrophe électorale. A croire que le seul clivage gauche-droite ne recouvrirait pas toute la réalité politique d'un pays.

Avec la bénédiction du secteur financier

Dans la mesure où le vote Milei est somme toute très transversal, sa sociologie ne permet pas vraiment de caractériser politiquement le personnage. Alors, de quoi Javier Milei est-il le nom ? Est-il l'outsider anti-caste qu'il disait être ? Cette question pouvait être répondue dès le second tour, lorsque son parti réalise un accord électoral avec le PRO, le parti de la droite traditionnelle argentine. Autrement dit, avant d'entrer en fonction, Milei s'apprête déjà à gouverner avec « la caste » qu'il dénonçait la veille. Les accointances de Javier Milei avec Elon Musk ou avec des agents dominants du champ de la finance et de l'e-commerce en Argentine ne sont pas simplement idéologiques. Derrière les mises en scène spectaculaires, comme lorsque le Président argentin offre une tronçonneuse dorée à Elon Musk, se cache la relation entre le secteur financier étranger et domestique -en montée- et son poulain libertarien. Car si la sociologie électorale de l'intéressé ne permet pas d'en déduire totalement la teneur politique, sa politique économique est bien plus éclairante à ce sujet. Sous couvert de recherche de stabilité macro et de combat contre l'inflation, se cache en réalité un transfert de ressources considérable vers le secteur financier. L'exemple le plus concret est celui du carry trade, qui donne lieu à ce que les Argentins surnomment « la bicyclette financière ». Le mécanisme est simple. Afin de stopper -officiellement- la dépréciation du peso, les autorités monétaires argentines cherchent à rendre la monnaie nationale attirante. Pour cela, certaines administrations publiques -dont la Banque Centrale- émettent des titres libellés en pesos, très rémunérateurs, et à durée de vie relativement courte. Avec ce système, si l'on démarre, par exemple, avec 100 dollars US, il est possible de les échanger contre des pesos à un taux X. Puis, en plaçant ces mêmes pesos dans les titres tout juste mentionnés, l'investisseur empoche une juteuse rentabilité, toujours en pesos, qui surpasse amplement l'inflation domestique et la dépréciation. L'investisseur n'a plus qu'à racheter des dollars, s'il veut sortir du jeu, au même taux X et empocher une rentabilité dollars US cette fois-ci. Lors de certaines périodes ce système a permis, avec une mise de départ de 100

dollars US, d'en retirer 125 un an plus tard. Il est évident qu'un investissement financier dans un pays périphérique comportant une rentabilité en dollars de 25% est clairement insoutenable. En effet, d'où sortent les 25 dollars US supplémentaires de notre exemple ? Très concrètement, de la dette extérieure et de la surexploitation des travailleurs argentins. Mais alors, que se passe-t-il lorsqu'un pays du Sud fait défaut sur sa dette extérieure ? Les créanciers effacent amicalement les comptes ? Le FMI regarde ailleurs ? Non, bien entendu. La domination impérialiste qu'il subit s'abat de toutes ses forces en faisant main basse sur ses ressources. En clair : derrière les accolades avec Elon Musk se cache le pillage du lithium pour les batteries Tesla. La montée en puissance du secteur financier se voit reflétée dans la production législative. Illustrant l'idée selon laquelle l'Etat agit comme garant des intérêts des dominants, le gouvernement fait voter un ensemble de lois sous le nom de « Régime d'incitation pour les grands investissements » (RIGI), très favorables à l'extractivisme sans contrôle et au secteur financier, notamment à travers les nombreuses exonérations et incitations destinées à « attirer des capitaux ».

Travailleurs et secteur industriel perdants

La progressive consolidation d'un nouveau bloc dominant, ou bien la montée en puissance de la fraction financière de la bourgeoisie argentine, se traduit par une tentative de mise au pas des autres fractions. Autrement dit, le « modèle Milei » peut se voir comme une tentative de vampirisation du secteur financier envers non seulement les travailleurs mais aussi le secteur agro exportateur et l'industrie. Cela se comprend tout d'abord avec la politique monétaire et commerciale argentine. L'ouverture aux importations défavorise logiquement le secteur industriel, au profit des importateurs. Mais aussi, les taux d'intérêt élevés, nécessaires au carry trade, sont une mise à mort de l'industrie nationale, tout comme le peso fort, qui favorise les importations. Le peso fort est aussi défavorable au secteur agro-exportateur, qui perd en compétitivité, notamment vis-à-vis du géant brésilien. La vampirisation emprunte aussi la voie de la politique fiscale. Sérieusement mis à contribution sur l'autel de la dette, le secteur industriel mais aussi le secteur agro exportateur sont bien plus imposés que ce que la campagne anti-état et anti-impôts du feu libertarien laissait le supposer. A titre d'exemple, la production métallurgique à la sortie de l'usine est imposée à hauteur de 32% en moyenne, sans compter la TVA, soit deux fois plus qu'au Mexique ou au Brésil. Avec la TVA, ce taux grimpe à 44%. La dérégulation du commerce extérieur, le peso fort et cette politique fiscale expliquent en bonne partie qu'entre novembre 2023 et août 2024, 38 532 emplois aient été perdus dans le secteur industriel et 879 entreprises dans l'industrie manufac-

turière aient mis la clé sous la porte. Les exportations de soja, quant à elles, ont été taxées depuis le début du mandat de Milei -excepté un bref interlude- à hauteur de 33%. La force de frappe de la fraction terrienne de la bourgeoisie argentine a récemment permis de faire passer ce taux à 26%, témoignant de l'existence d'un rapport de forces encore en négociation. Les principaux sacrifiés demeurent néanmoins les travailleurs et les retraités qui, contrairement à leurs homologues français, sont très touchés par la pauvreté. Le minimum retraite s'élève actuellement à 290 dollars, dans un pays où un jean de marque coûte environ 150 dollars. Le pouvoir d'achat recule, les retraites ne sont pas revalorisées au rythme de l'inflation, et les coupes budgétaires en matière de santé et d'éducation sont drastiques. Leur triste sort contraste particulièrement avec le traitement réservé à l'un des amis du Président, Marcos Galperin. Ce Jeff Bezos argentin est le CEO de Mercado Libre, le concurrent d'Amazon en Amérique latine, entreprise qui reçoit cent millions de dollars de subsides de l'Etat par an. Dans le même temps, les manifestations de retraités sont régulièrement réprimées, tandis que la gendarmerie déloge des piquets de grève, et la police de Buenos Aires criminalise les vendeurs de rue, ou les collecteurs de déchets informels. En conclusion, la montée de personnages comme Javier Milei est davantage la conséquence des mutations récentes du capitalisme et des rapports de force entre les fractions dominantes que le fruit d'une soudaine adhésion des masses à des idées réactionnaires. Elle est aussi rendue possible par le manque d'alternative politique pour les travailleurs, ainsi que par les rouages du scrutin majoritaire à deux tours. En effet, Milei n'arrive qu'en deuxième position au premier tour, avec 30% des voix et force est de constater que Sergio Massa, le « ministre de l'inflation » n'a pas séduit les masses. On pourra rétorquer que le phénomène Milei n'est pas nouveau, et que l'Argentine a connu des gouvernements ouvertement fascistes -comme la dictature de Videla et Galtieri- et/ou néolibéraux, comme le gouvernement de Mauricio Macri (2015-2019). Cependant, ce qui semble constituer une nouveauté est la capacité de la fraction financière à diriger durablement le cycle d'accumulation présent. La baisse récente des impôts sur le soja prouve néanmoins qu'elle doit faire certaines concessions à d'autres fractions, capables, dans une certaine mesure, de différer leurs exportations et par là même, de compromettre la stabilité du taux de change. Dès lors, si les mutations du capitalisme laissent prévoir l'apparition de nouveaux Javier Milei, l'avenir de celui-ci dépend essentiellement de la résolution des conflits entre fractions dominantes mais aussi -et surtout- de la résistance que pourrait lui opposer les travailleurs organisés.

Source : Lvsl.fr

Publié le 20 novembre 2025

ÉGYPTE

Le Caire prépare la phase 2 du corridor fluvio-maritime Lac Victoria - Méditerranée

Avec la 2nde phase du corridor Lac Victoria - Méditerranée, l'Égypte avance dans un projet d'intégration régionale majeur. Soutenue par la BAD, l'initiative vise à structurer un réseau fluvial stratégique et à renforcer le positionnement du pays parmi les premiers pôles commerciaux africains.

Le ministère égyptien des Transports a lancé, selon des informations rapportées par des médias locaux, un appel à manifestations d'intérêt pour la phase 2 du corridor Lac Victoria - Méditerranée (VIC-MED), un projet stratégique visant à relier l'Afrique de l'Est à la Méditerranée par une voie fluviale intégrée. Cette nouvelle étape bénéficie d'une subvention de 2 millions USD de la Banque africaine de développement (BAD), complétée par 100 000 USD du gouvernement égyptien.

Les fonds serviront à poursuivre les études techniques et à structurer le futur réseau de ports fluviaux répartis dans plusieurs gouvernorats, destiné à la fois au transport de marchandises et de passagers. Achevée en juillet 2019, notamment grâce à un financement de 650 000 USD de la BAD, la première phase a permis d'établir le cadre juridique et institutionnel du projet et de lancer deux programmes régionaux de transport fluvial. La deuxième phase, d'un coût total de 11,7 millions USD, s'appuiera sur ces fondements grâce aux études de faisabilité actualisées et aux évaluations techniques approfondies.

Le projet prévoit la création d'un corridor logistique multimodal capable de recevoir et d'expédier des marchandises, notamment des conteneurs, via des unités fluviales modernes. Ces infrastructures devraient aussi renforcer la mobilité intérieure, tout en stimulant les échanges avec les pays riverains du lac Victoria. L'initiative entre dans le cadre de la stratégie égyptienne pour diversifier ses débouchés commerciaux et consolider son rôle dans le commerce intra-africain.

En 2023, le pays se classait premier d'Afrique du Nord en matière de commerce intra-continental et troisième d'Afrique, selon l'African Trade Report 2024 de l'Afrexim Bank. Ses échanges avec le reste du continent ont progressé de 10,8 %, atteignant 8,3 milliards USD cette année-là. Le gouvernement vise désormais une hausse de 20 % du commerce intra-africain d'ici 2029, avec un ambitieux objectif de 145 milliards USD de commerce total à l'horizon 2030.

AGRICULTURE, EAU, PÊCHE EN TUNISIE

Les grandes annonces du gouvernement pour 2026

La séance générale conjointe entre l'Assemblée des représentants du peuple et le Conseil national des régions et des districts, tenue dimanche 23 novembre 2025, a été entièrement consacrée à l'examen du budget du ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche pour l'année 2026.

La réunion s'est déroulée sous la présidence de Brahim Bouderbala, président de l'ARP, et Imed Derbali, président du Conseil national des régions, en présence du ministre de tutelle, Ezzeddine Ben Cheikh, accompagné de son équipe.

Une mission stratégique au cœur de la sécurité alimentaire et hydrique

En ouvrant les travaux, Brahim Bouderbala a insisté sur la dimension centrale de la mission Agriculture, Ressources hydrauliques et Pêche dans la conjoncture actuelle. Il a rappelé que ce département pilote des secteurs vitaux directement liés à la sécurité alimentaire, à la sécurité hydrique, à la résilience climatique et au développement régional.

Le président de l'ARP a souligné que la souveraineté alimentaire repose sur des réformes profondes, alignées sur une vision nationale fondée sur la valorisation des ressources locales, la justice sociale, la répartition équilibrée des richesses et l'intégration de politiques publiques tournées vers le citoyen et la durabilité. Il a exhorté le ministère à renforcer ses efforts face aux défis climatiques, aux perturbations géopolitiques et aux pressions sur les ressources en eau. Des demandes pressantes des députés : eau, pêche, financement et soutien aux filières. Les ré-

ponses du ministre : eau, semences, élevage, pêche et réformes structurelles. Face à ces préoccupations, le ministre Ezzeddine Ben Cheikh a présenté une série de mesures et d'indicateurs :

Approvisionnement en intrants agricoles

Le ministère souligne que l'approvisionnement en engrais se maintient à un rythme soutenu, atteignant 1 400 tonnes par jour, malgré quelques ralentissements passagers. Le pays dispose également d'un stock de plus de 1 000 tonnes d'ammonitrate, garantissant une certaine sécurité pour les prochaines campagnes. Quant au stock stratégique de semences, il bénéficie d'un effort financier important : son budget est passé de 28 à 47 millions de dinars, enregistrant ainsi une hausse remarquable de 68 %, signe d'une volonté claire de consolider les bases de la production céréalière nationale.

Élevage et santé animale

La sécheresse a lourdement éprouvé les éleveurs, entraînant une baisse de près de 20 % du cheptel bovin, ce qui oblige aujourd'hui le pays à repenser en profondeur l'organisation de tout le secteur. Dans cette dynamique, les autorités ont créé l'Office national des fourrages, appelé à jouer un rôle central dans la régulation et la sécurisation des apports alimentaires pour le bétail.

Des programmes spécifiques ont également été lancés pour soutenir l'élevage de l'âne, du dromadaire et du bétail local, afin de préserver des espèces adaptées aux conditions climatiques du pays. Enfin, la distribution des fourrages s'effectue désormais de manière plus ciblée, en tenant compte des besoins réels de chaque agriculteur, pour garantir une utilisation plus juste et plus efficace des ressources disponibles.

Filière oléicole

L'État a engagé une démarche ambitieuse pour stabiliser la filière oléicole en constituant, via l'Office national de l'huile, un stock stratégique compris entre 100 000 et 150 000 tonnes, acquis à des prix plus attractifs que ceux proposés par les opérateurs privés, afin de soutenir les producteurs et d'amortir les fluctuations du marché.

Parallèlement, 230 crédits ont été accordés aux oléiculteurs, leur permettant de renforcer leurs capacités de production et de traverser une conjoncture marquée par la hausse des coûts. Cette stratégie s'accompagne d'une promotion accrue de l'exportation de l'huile d'olive tunisienne, avec la volonté de consolider la présence du produit sur les marchés internationaux et de valoriser une filière emblématique du patrimoine agricole national.

LIBYE

La banque centrale autorise l'impression de dinars d'une valeur de 11 milliards de dollars

La Banque centrale de Libye a annoncé avoir autorisé l'impression de 60 milliards de dinars libyens (11 milliards de dollars) afin de garantir la disponibilité de liquidités « de manière équilibrée et stable ». Sur ce total, environ 25 milliards de dinars ont déjà été reçus et

distribués aux banques, tandis que 14 milliards supplémentaires devraient arriver de l'étranger avant la fin de l'année, précise le communiqué. Les 21 milliards restants seront importés en 2026. Le communiqué ne précise pas qui sera chargé de l'impression.

La Libye possède d'importantes ressources pétrolières, mais souffre depuis des années d'une pénurie de liquidités, obligeant souvent les habitants à faire la queue devant les banques pour retirer de l'argent et percevoir leurs salaires. L'année dernière, la Banque

centrale a annoncé avoir signé un accord avec l'imprimeur britannique De La Rue pour l'impression de 30 milliards de dinars afin de contribuer à résoudre un problème de liquidités au sein des banques commerciales du pays.

ÉMIRATS ARABES UNIS

Abou Dhabi va injecter 1 milliard \$ pour développer l'IA en Afrique

Les Émirats arabes unis ont annoncé un investissement d'un milliard de dollars pour déployer des infrastructures d'intelligence artificielle à travers l'Afrique, avec l'ambition d'accélérer les politiques de développement du continent. Présentée au sommet du G20 à Johannesburg, l'initiative « AI for Development » marque une nouvelle étape dans l'expansion technologique et économique d'Abou Dhabi en Afrique.

Les Émirats arabes unis ont annoncé samedi un investissement d'un milliard de dollars destiné à étendre les infrastructures d'intelligence artificielle (IA) et les services reposant sur

l'IA à travers l'Afrique, dans le but d'aider les pays du continent à atteindre leurs priorités nationales de développement. Saeed Bin Mubarak Al Hajeri, ministre d'État des Émirats arabes unis, a dévoilé l'initiative baptisée « L'IA pour le développement » lors du sommet des dirigeants du G20 à Johannesburg. Il a précisé que cette initiative visait à introduire la technologie de l'IA dans des secteurs tels que l'éducation, la santé et l'adaptation au changement climatique. « Nous considérons l'intelligence artificielle non seulement comme une industrie d'avenir, mais aussi comme une pierre angulaire du

futur de l'humanité », a-t-il déclaré dans un communiqué. « C'est pourquoi mon pays accélère activement l'innovation afin d'améliorer la productivité et de stimuler des avancées majeures dans l'économie mondiale, avec un engagement fort en faveur du développement d'une IA responsable et inclusive au bénéfice de tous. » Les Émirats arabes unis figurent parmi les plus grands investisseurs en Afrique. Selon le communiqué, leur commerce bilatéral a atteint environ 107 milliards de dollars en 2024, soit une hausse de 28 % par rapport à l'année précédente, et leurs investissements totaux sur le continent ont dé-

passé 118 milliards de dollars entre 2020 et 2024. Abou Dhabi investit massivement dans l'intelligence artificielle, avec des projets visant à construire l'un des plus grands centres de données au monde dans le pays, en collaboration avec des technologies américaines.

Les Émirats arabes unis ne sont pas membres du Groupe des vingt (G20), qui réunit les principales économies mondiales, mais ont été invités à la réunion par le président sud-africain Cyril Ramaphosa, qui accueille pour la première fois le sommet du G20 sur le sol africain.

CAMEROUN

Huit ans de conflits ont coûté 1 milliard \$ par an au secteur agricole

Au Cameroun, l’agriculture fournit plus de 20 % du PIB. Dans le pays qui est la locomotive économique de la région CEMAC, le secteur fait face à plusieurs défis comme l’insécurité.

Au Cameroun, les conflits dans les régions anglophones et du nord pèsent lourdement sur les performances de l’agriculture. En 8 ans, cette situation d’insécurité a fait perdre en moyenne 580 milliards FCFA par an (1 milliard \$) de valeur ajoutée agricole. C’est ce que révèle le rapport « État des lieux de l’agriculture, de l’élevage, de l’agro-industrie et des politiques agricoles en Afrique », publié en octobre dernier par la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdí). Depuis 2016 en effet, les forces de défense et de sécurité camerounaises sont opposées aux groupes séparatistes qui revendiquent l’indépendance des deux régions anglophones du pays que sont le Nord-Ouest et le Sud-Ouest (NOSO). Ces affrontements ont eu des conséquences humanitaires et socioéconomiques importantes conduisant à des déplacements internes de populations. Dans le secteur agricole de cette zone, l’insécurité a limité les investissements et impacté durement les activités de plusieurs entreprises publiques et privées. Selon les données relayées par le site Investir au Cameroun, la Cameroon Development Corporation (CDC), l’agro-industriel public qui possède des plantations de bananes, d’hévéa et de palmiers à huile notamment



dans le Sud-Ouest et le Littoral a exporté 23 416 tonnes de bananes entre janvier et juillet 2025, soit deux fois moins qu’en 2015 à la même période. La compagnie, qui est le second employeur du pays après l’administration publique, a essuyé de lourdes pertes en raison de la crise sociopolitique dans les régions anglophones. « Entre 2019 et 2021, elle a enregistré 38,7 milliards FCFA de pertes et vu ses effectifs passer de 22 000 à environ 15 000 travailleurs », rapporte Investir au Cameroun qui cite des données de la Commis-

sion technique de réhabilitation des entreprises publiques (CTR). Plus globalement, selon la Ferdi, la situation au Cameroun s’inscrit dans une dynamique d’insécurité qui touche l’ensemble de l’Afrique de l’Ouest et du Centre. D’après l’organisation, « 30 à 50 % des terres cultivées ont été perdues ou abandonnées à cause de la violence rendant toute activité agricole hautement incertaine et souvent impossible » dans certaines régions du Sahel ou du Nigeria.

NIGERIA

Le pays commence à bâtir une industrie autour du solaire hors réseau

Selon plusieurs études, le Nigeria dispose d’un potentiel renouvelable évalué à près de 300 GW pour le solaire, environ 27 GW pour l’hydroélectricité, sans compter plusieurs gigawatts d’éoliens en zones favorables. Un potentiel, pour le moment largement sous-exploité. Au Nigeria, le secteur solaire intègre désormais des capacités d’assemblage locales pour alimenter le marché des solutions hors réseau. Cette dynamique se manifeste notamment à Ca-

labar (État de Cross River), où la société nigériane Salpha Energy exploite une unité d’assemblage de batteries, de lampes et de kits solaires destinés aux ménages et aux petites entreprises. Selon des informations relayées le lundi 17 novembre par The Japan Times qui cite des chiffres communiqués par Salpha Energy, la société a distribué plus de 2 millions de systèmes solaires depuis 2017. L’unité repose sur une chaîne d’assemblage complète qui englobe le montage, le

contrôle qualité, l’emballage et la logistique. L’entreprise affirme pouvoir produire jusqu’à 300 000 unités par an. La distribution de ces équipements s’effectue à l’échelle de plusieurs États, contribuant ainsi à structurer un segment industriel en pleine formation. Le développement de ces capacités intervient dans un contexte où le système électrique nigérian reste très largement dominé par le gaz naturel. Selon l’Agence internationale de l’énergie

(AIE), le gaz a assuré 77,2 % de la production d’électricité du pays en 2023, contre 22,2 % pour l’hydroélectricité et seulement 0,5 % pour le solaire photovoltaïque. Malgré l’exemple de Salpha Energy, les capacités locales restent limitées face à une demande soutenue pour les équipements hors réseau. Le marché demeure largement structuré par les importations de panneaux et de composants, qui restent indispensables à l’approvisionnement du pays.

CAMEROUN

Oriole attend d’ici mi-2026 le feu vert pour exploiter l’or de Bibemi

Avec des ressources minérales estimées à 460 000 onces, Bibemi est actuellement le projet aurifère le plus avancé du portefeuille camerounais de la société britannique Oriole Resources. Cette dernière développe également le projet Mbe dans le pays d’Afrique centrale. Dans une mise à jour faite le jeudi 20 novembre, la junior minière britannique Oriole Resources a annoncé son objectif d’obtenir d’ici la fin du deuxième trimestre 2026 le permis d’exploitation de son projet aurifère Bibemi, au Cameroun. Cette annonce intervient après l’approbation de l’étude d’impact environnemental et social (EIES) de ce gisement de 460 000 onces de ressources minérales indiquées et inférées. La confirmation de l’EIES est une

étape essentielle dans le processus d’obtention du permis d’exploitation, elle-même nécessaire pour lancer la construction d’une mine. Après avoir engagé en 2023 les démarches pour remplir cette condition, Oriole indique que l’étude a finalement obtenu l’aval du ministère camerounais de l’Environnement, de la Protection de la nature et du Développement durable (MINEPDED). Ce qui ouvre maintenant la voie à la poursuite des négociations pour le permis minier. Dans le même temps, la compagnie entend faire avancer le développement de Bibemi sur le terrain. Une évaluation économique préliminaire (PEA) du projet est notamment attendue prochainement, ainsi que la mise en œuvre

de certaines « études techniques complémentaires ». Lors de l’actualisation des ressources minérales du gisement en mai dernier, Oriole indiquait aussi son intention de lancer des travaux en vue d’améliorer le niveau de confiance des ressources actuelles. À ce stade, le potentiel minéral de Bibemi ne justifie en effet pas encore la construction d’une mine d’or, des études supplémentaires devant être réalisées pour déboucher sur des réserves exploitables sur le site. En parallèle, notons qu’Oriole est aussi active à Mbe, son autre actif aurifère au Cameroun. Elle a récemment annoncé la levée de 2,03 millions de livres sterling (2,6 millions USD) pour accélérer les opérations sur ces différents sites.

BURKINA FASO

L’État regroupe ses fonds publics en quatre nouveaux instruments de financement

Ces nouveaux fonds sont censés renforcer le financement des projets économiques, sociaux et sectoriels, et offrir un cadre plus cohérent pour l’allocation des ressources nationales. Au Burkina Faso, le Conseil des ministres du jeudi 20 novembre 2025 a adopté quatre décrets portant réorganisation de plusieurs fonds publics en quatre nouveaux instruments de financement. L’objectif est de simplifier le paysage des financements publics, de réduire les doublons et d’améliorer la gestion des ressources destinées au développement économique et social. Selon le gouvernement, ce regroupement répond aux contraintes du contexte actuel : maîtrise des dépenses, efficacité des interventions publiques, cohérence des outils de financement et soutien renforcé au secteur privé. Les quatre nouveaux fonds joueront le rôle d’outils de financement sectoriels, chacun avec une mission précise. Ainsi, le Fonds burkinabè de développement économique et social (FBDES), qui remplacera plusieurs structures dispersées, permettra de regrouper les ressources nationales et internationales destinées aux projets économiques. Il servira à coordonner les interventions de l’État dans le développement et à renforcer le suivi des financements accordés aux bénéficiaires. La deuxième structure, dénommée Fonds d’appui au sport et à la presse privée (FASP), résulte de la fusion du Fonds national pour la promotion du sport et des loisirs et du Fonds d’appui à la presse privée. Il financera les actions liées au sport, aux loisirs et au fonctionnement des entreprises de presse privée. L’idée est d’avoir un cadre unique pour soutenir ces secteurs, qui jusqu’ici dépendaient de dispositifs séparés avec des procédures multiples. Le Fonds de soutien à l’éducation et à la recherche (FOSER) regroupe trois anciens fonds. Il aura pour mission de financer la formation, la recherche et l’innovation. Le gouvernement souhaite ainsi résoudre les problèmes de chevauchement des missions, de fragmentation administrative et de dispersion des budgets qui existaient entre ces structures. Le FOSER offrira un cadre unique pour orienter les financements vers les besoins identifiés dans l’éducation et la recherche.

BOURSE ZURICH

Le SMI optimiste en entame de semaine

La Bourse suisse a démarré la séance de lundi en hausse, en entame d'une semaine boursière raccourcie jeudi aux Etats-Unis par le jour férié de Thanksgiving. Outre de nombreuses données macroéconomiques encore en souffrance, les prochains jours s'annoncent cruciaux pour le commerce de détail avec les rabais consentis à l'occasion du Black Friday.

La Bourse de New York a clôturé en hausse vendredi soir, poussée par les commentaires d'un responsable de la banque centrale américaine (Fed) laissant espérer une nouvelle baisse des taux directeurs cette année. "Les investisseurs ont retenu avant tout l'idée que la politique monétaire pourrait se rapprocher de la neutralité plus vite que prévu. Cette perspective a redonné un peu d'air à un marché très secoué ces derniers jours par la volatilité du segment IA", a souligné dans un commentaire John Plassard de Cité Gestion. Selon le responsable de la stratégie d'investissement de la banque genevoise, "les investisseurs semblent désormais naviguer entre espoir d'un assouplissement monétaire et crainte d'un ajustement brutal dans les secteurs les plus exposés aux thématiques spéculatives". Aux Etats-Unis, les marchés seront fermés jeudi en raison du jour férié de Thanksgiving et écourtés vendredi. De nombreuses statistiques, jusqu'à présent retenues par le récent blocage budgétaire, sont désormais attendues, notamment les prix à la production et à l'importation en septembre, les commandes de biens durables et la confiance des consommateurs.

Poursuite de la progression

Vers 09h10 à la Bourse suisse, l'indice vedette SMI progressait de 0,53% à 12'698,70 points, après avoir clôturé vendredi en croissance de 0,71%. Le SLI prenait 0,68% à 2047,07 points et le SPI montait de 0,51% à 17'430,99 points. La majorité des valeurs vedettes a ouvert dans le vert, à l'exception notamment de Julius Bär (-1,6%), SGS (-0,4%) et Roche (-0,3%). Le gestionnaire de fortune zurichois doit encore procéder à l'amortissement de 149 millions de francs suisses, après l'examen de son portefeuille de crédits. Il assure pourtant avoir mis un point final à cette charge, issue de la débâcle du groupe Signa de l'ancien homme d'affaires René Benko, condamné en octobre dernier à de la prison en Autriche. SGS va racheter l'australien Information Quality pour un montant non précisé. La société, forte de 111 employés, est notamment spécialisée dans l'ingénierie numérique et les systèmes de données. Les deux autres poids lourds Nestlé (-0,1%) et Novartis (-0,02%) s'inscrivaient aussi en baisse. Le facilitateur de distribution DKSH (+0,4%) a conclu un partenariat avec la filiale malaisienne du géant de

l'alimentaire. DKSH assurera la commercialisation et la distribution d'une gamme de produits du géant veveysan. Les plus fortes hausses étaient enregistrées par Richemont (+2,5%), Amrize (+2,2%) et Givaudan (+2,0%). Les analystes de Deutsche Bank ont relevé l'objectif de cours du spécialiste des arômes et parfums, recommandant désormais le titre à l'achat, contre "hold" précédemment. Sandoz (+0,6%) était également recherché. Le géant bâlois des médicaments de substitution va lancer en Europe une version biosimilaire du traitement ophtalmique Eylea, moteur de ventes des laboratoires new-yorkais Regeneron et allemand Bayer.

Remaniements chez Rieter

Sur le marché élargi, Rieter (-0,6%) pro-

cédera en début d'année prochaine à un remaniement de sa structure interne en prévision de l'acquisition de l'ancienne unité Barmag Oerlikon, pour laquelle il est persuadé d'obtenir les autorisations réglementaire avant la fin de l'année. Des nominations étaient également à l'honneur sur l'indice général SPI. Medartis (+0,4%) a nommé Peter Hackel à la fonction de directeur financier à partir de début 2026, succédant à Dirk Kirsten qui va quitter la société bâloise après une période de transition. La banque Liechtensteinische Landesbank (stable) a nommé Markus Schifferle au poste de directeur financier, succédant à Christoph Reich qui a pris en septembre la direction générale de l'établissement liechtensteinois, a annoncé ce dernier lundi.

EUROPE

Les bourses ouvrent dans le vert

Les principales Bourses européennes avancent en début de séance lundi, pour commencer une semaine riche en événements, tandis que les investisseurs sont encouragés par les attentes croissantes d'une baisse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) en décembre, même si les décideurs politiques restent divisés sur cette question. À Paris, le CAC 40 gagne 0,31% à 8.007,07 points vers 08h07 GMT. À Francfort, le Dax avance de 0,68% et à Londres, le FTSE 100 monte de 0,26%. L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 0,45%, le FTSEurofirst 300 progresse de 0,39% et le Stoxx 600 avance de 0,41%. Concernant la Fed, la dernière impulsion est venue après les déclarations de John Williams, membre influent de la banque centrale, qui a affirmé vendredi que les taux d'intérêt pourraient

baisser "à court terme", renforçant ainsi la probabilité d'un nouvel assouplissement en décembre. Les marchés se préparent par ailleurs à d'éventuels catalyseurs, notamment la publication des données sur les ventes au détail et les prix à la production aux États-Unis prévue plus tard dans la semaine. En Grande-Bretagne, la chancelière de l'Échiquier, Rachel Reeves, devrait dévoiler mercredi son budget très attendu. Aux valeurs, à Paris, Ubisoft enregistre la plus forte hausse du SBF 120 et progresse de 7,42%. En revanche, à Londres, M&C Saatchi est dans le rouge et recule de 15% après avoir revu à la baisse ses prévisions de bénéfice et de chiffre d'affaires pour l'année, après que le "shutdown" américain a eu un impact significatif sur ses activités au quatrième trimestre.

EN ATTENDANT DE NOMBREUSES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES

La Bourse de Paris évolue en hausse

La Bourse de Paris évolue en hausse lundi, tentant de rebondir après un bilan hebdomadaire en recul, à l'entame d'une semaine dense en publications économiques en Europe et aux Etats-Unis. L'indice vedette CAC 40 progressait de 0,39% vers 09H45, soit de 31,52 points, s'établissant à 8.014,17 points. La semaine dernière, le CAC 40 a subi un net repli de 2,29%, chahuté par les craintes d'une bulle financière autour de l'intelligence artificielle (IA) après la publication des résultats de Nvidia, champion du secteur et première capitalisation boursière mondiale.

"Les investisseurs semblent désormais naviguer entre espoir d'un assouplissement monétaire et crainte d'un ajustement brutal dans les secteurs les plus exposés aux thématiques spéculatives", commente John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement chez Cité Gestion Private Bank. Le marché s'accroche aux propos du président de la Fed de New York, John Williams, qui a déclaré vendredi "continue(r) de voir de la marge pour un nouvel ajustement à court terme" des taux directeurs américains. A l'agenda cette semaine, de nombreux indicateurs sont également

attendus. Mardi, le marché se tournera vers les "ventes au détail de septembre et l'indice d'inflation des prix à la production (PPI), puis mercredi des demandes d'allocations chômage et des commandes de biens durables", résume Jim Reid, économiste de Deutsche Bank. Sur le Vieux continent, le marché sera notamment attentif vendredi aux estimations préliminaires d'inflation de novembre en Allemagne, en France et en Italie. Au Royaume-Uni, la présentation du projet de budget par la ministre des Finances Rachel Reeves mercredi sera l'événement principal de la semaine.

Sur le marché obligataire, le rendement de l'emprunt français à dix ans évoluait en légère baisse, à 3,45%, contre 3,47% à la clôture du marché vendredi. La défense en baisse Les Etats-Unis et l'Ukraine ont affirmé dans la nuit de dimanche à lundi qu'un "futur accord" de paix pour mettre fin au conflit avec la Russie "devra pleinement respecter la souveraineté" de Kiev, à l'issue de pourparlers "constructifs" à Genève entre Américains, Ukrainiens et Européens. A la cote parisienne, Thales cédait 2,07%, Safran 0,86% et Dassault Aviation 0,98%. Kretinsky au chevet de Casino

Le groupe Casino (+1,09% à 26 centimes) a annoncé lundi réunir ses créanciers pour entamer des négociations sur une nouvelle restructuration de sa dette, la deuxième en moins de trois ans, son actionnaire principal, Daniel Kretinsky, se disant prêt à apporter 300 millions d'euros. Le distributeur (Monoprix, Franprix, CDiscount...), passé sous le contrôle du milliardaire tchèque en 2024 après des années de pertes et de surendettement, doit rembourser 1,4 milliard d'euros en mars 2027, un montant qu'il souhaite ramener à 800 millions d'euros, a-t-il indiqué lundi dans un communiqué.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 24 Novembre 2025					
Valeur : 26 Novembre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.6205	130.6355
1	EUR	EURO		150.3964	150.4398
1	GBP	POUND STERLING		170.9916	171.0560
100	JPY	JAPANESE YEN		83.3092	83.3241
1	CNY	CHINESE YUAN		18.3797	18.3838
1	CHF	SWISS FRANC		161.3595	161.4578
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		92.5861	92.6164
1	DKK	DANISH KRONE		20.1379	20.1455
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.6744	13.6797
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7351	12.7391
1	AED	UAE DIRHAM		35.5604	35.5693
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.8256	34.8315
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.9203	425.1074
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.8874	44.3285
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0729	14.0745
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8046	23.9264
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2828	3.2931
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.8669	176.8669

TRAINS SUPPRIMÉS, VOLS ANNULÉS

La Belgique se prépare à trois jours de grève nationale

Plusieurs Eurostar reliant Bruxelles à Paris ont été annulés. Mardi, les services publics comme les écoles, crèches, administrations et hôpitaux rejoindront le mouvement, avant une grève interprofessionnelle prévue mercredi.

Le mouvement est organisé en trois temps. Les transports publics et les chemins de fer lancent le bal lundi. L'exploitant des chemins de fer belges, la SNCB, prévoit la circulation d'un train sur deux, voire un train sur trois selon les lignes. Plusieurs Eurostar reliant Bruxelles à Paris ont également été annulés. Ils doivent ensuite être rejoints mardi par les services publics: les écoles, crèches, administrations, hôpitaux... Avant une grève interprofessionnelle prévue mercredi. L'étendue précise des perturbations est encore incertaine. La grève aura en tout cas un effet très concret sur le trafic aérien: aucun vol commercial ne décollera mercredi depuis les deux principaux aéroports belges, Bruxelles-Zaventem et Charleroi, leurs sociétés exploitantes anticipant un fort taux de grévistes parmi le personnel chargé des contrôles de sécurité.

C'est «un appel au Premier ministre De Wever»

Ce mouvement social a été lancé à l'initiative des principaux syndicats belges, engagés dans un bras de fer avec le Premier ministre



Bart De Wever. La Belgique affiche un des pires niveaux d'endettement de la zone euro, avec la Grèce, l'Italie et la France. Au pouvoir depuis février, le conservateur flamand réclame au pays un gros effort d'économies. Il a mis à l'agenda une série de réformes structurelles inédites sur la libéralisation du marché du travail, les droits au chômage ou les retraites. Mais seul un petit nombre des grandes réformes voulues par M. De Wever a à ce jour abouti. Et pour

cause: les cinq partis de sa coalition se divisent sur l'ampleur des réformes, ainsi que sur la manière de réaliser les nouvelles économies budgétaires en parallèle à une forte augmentation des dépenses militaires. Le chef du gouvernement a donné à sa coalition jusqu'à Noël pour s'entendre. Le mouvement de grève représente donc une occasion de mettre la pression sur les partis, au moment où se poursuivent leurs tractations. C'est «un appel au Premier ministre De Wever et à l'ensemble du gouvernement pour qu'ils mettent fin au démantèlement social», assurent les syndicats dans un communiqué. Le syndicat socialiste FGTB a accusé le Premier ministre de faire preuve de «mépris» et de «manque de respect» vis-à-vis de ce mouvement social. Les principales organisations syndicales belges ont lancé de nombreux appels à la mobilisation depuis l'arrivée au pouvoir de Bart De Wever. La participation a fluctué selon les actions. L'une des manifestations les plus importantes a eu lieu mi-octobre, quand des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues de Bruxelles contre des coupes budgétaires jugées «brutales».

ROYAUME-UNI

Incriminer le Brexit pour faire passer un budget impopulaire

54 % des Britanniques considèrent aujourd'hui le Brexit comme une mauvaise décision, contre 32 % estimant qu'il s'agit d'un bon choix. Ici, une manifestation dans les rues de Londres contre le Brexit. La ministre des finances britannique Rachel Reeves, chargée de présenter un budget de crise mercredi 26 novembre, a qualifié l'impact du Brexit de « sévère et durable », estimant qu'il explique une partie du marasme économique britannique. Une majorité des Britanniques le pense aussi. Il y a un an, évoquer le Brexit – qui l'a emporté le 23 juin 2016, lors du référendum, avec 51,9 % des voix – était tabou au Royaume-Uni. Le pays était ressorti traumatisé après une campagne d'une violence inouïe de plusieurs mois menée par une partie des conservateurs et des partisans du « Leave », usant de mensonges souvent éhontés, stigmatisant les migrants, jugeant Bruxelles responsable de tous les maux, pour justifier le départ de l'UE

COTATION

L'agence Moody's relève la note de l'Italie pour la première fois en 23 ans

Signe d'une économie en plein essor, l'agence de notation Moody's vient de relever la note de l'Italie pour la première fois depuis 2002, en la passant de son niveau de Baa3 à Baa2, accompagnée de perspectives qui passent de « positives » à « stables ». Événement majeur dans le pays, cette décision que l'agence de notation n'a pas prise depuis plus de 23 ans a suscité l'enthousiasme autant du gouvernement de Gior-

gia Meloni que des milieux économiques et médiatiques dans le pays. Cette décision, « prise par l'une des plus prestigieuses et prudentes agences de notation américaines » et annoncée ce vendredi, a fait réagir immédiatement le gouvernement italien qui a souligné un « événement d'une importance historique majeure, non seulement pour l'Italie, mais aussi pour la zone euro ». L'importance de cette décision réside notamment dans le fait qu'elle

« marque un tournant significatif dans la perception de la solvabilité de la troisième économie de la zone euro, après des années de spéculations et de pressions sur sa dette souveraine », ont commenté de nombreux analystes. En effet, avec l'éclatement de la crise de la zone euro au début des années 2010, le pays du sud de l'Europe s'est trouvé pris en tenailles par une croissance faible, de lourds déficits publics successifs et une dette publique hors de

contrôle, ce qui a amené les agences de notation internationales à procéder à la dégradation de sa note. Durant plusieurs années, la note de l'Italie est restée maintenue au niveau Baa3, qui est le dernier échelon de la catégorie dite d'investissement ou « Investment Grade », avant de basculer dans celle de « Junk Bond », ou la catégorie « spéculative ». La révision de la note de la péninsule européenne par l'agence

Moody's intervient ainsi dans un contexte où le déficit du pays devrait être de 3% d'ici à la fin de cette année, soit un recul de 0,4% par rapport à son niveau de 3,4% de l'exercice précédent, avant de poursuivre sa baisse pour revenir à 2,8% en 2026. Selon les prévisions de l'agence américaine, le ratio dette-PIB de l'Italie devrait s'établir lui à 138,4 % en 2026, alors que dans le même contexte, le pays enregistre un excédent primaire positif.

FÊTES DE FIN D'ANNÉE

Les Américains prêts à dépenser un montant record

En dépit des incertitudes macroéconomiques, sur fond d'inflation, de droits de douane et après une paralysie budgétaire record, les dépenses des Américains pour les fêtes de fin d'année devraient atteindre un sommet. Les dépenses des Américains pour les fêtes de fin d'année devraient atteindre un sommet en dépit des incertitudes macroéconomiques, sur fond d'inflation, de droits de douane et après une paralysie budgétaire record. « Le consommateur reste assez inquiet au sujet de l'inflation », relève Mark Matthews, chef économiste de la Fédération nationale du commerce de détail (NRF). Selon lui, il faut remonter - hors pandémie - au début des années 1980 « pour trouver un moral aussi bas ». Cependant, « au fil des ans, nous avons vu le consommateur dépenser indépendamment de son état d'esprit ».

Ainsi, la NRF s'attend à ce que les achats pendant la période festive - du 1er novembre au 31 décembre - franchissent pour la première fois les 1 000 milliards de dollars, avec une hausse de 3,7 % à 4,2 % sur un an (+ 4,3 % en 2024). La paralysie budgétaire de 43 jours, qui a mis des centaines de milliers de fonctionnaires au chômage technique, a provoqué une baisse de la demande et des revenus du secteur privé qui devait se résorber dès sa levée, intervenue le 12 novembre. En revanche, les droits de douane tous azimuts instaurés par Donald Trump pourraient affecter certains produits même si, soulignent des experts, la concurrence vive devrait les atténuer. « Nous constatons une approche délibérée et déterminée d'éviter de répercuter des hausses douanières sur le consommateur », explique Matt Shay, président de la NRF.

La concurrence, surtout celle d'internet, devrait ainsi permettre de conjurer une hausse massive des prix. Le prix et la livraison gratuite sont les deux « vecteurs très importants » pour les acheteurs, insiste Vivek Pandya, analyste pour Adobe Digital Insights. La part du commerce en ligne devrait encore progresser, d'après Adobe Analytics, pour atteindre 253,4 milliards de dollars (+ 5,3 % sur un an), dont un record quotidien de 5 milliards pendant les dix jours du « Black Friday » et de la « Cyber Week ».

L'IA de plus en plus utilisée

« Étant donné l'environnement macroéconomique (...), une progression de 5,3 % n'est pas si mal », estime Vivek Pandya, soulignant que les achats ont commencé dès octobre (+ 8,2 %) pour profiter d'opérations comme les Prime Day d'Amazon. Mais le point

culminant sera bien vendredi, quand les plus grosses réductions sont attendues (-28 % en moyenne), et lundi - «Cyber Monday» - pour les produits électroniques. Pour Stéphanie Guichard, économiste de l'association professionnelle Conférence Board, les consommateurs américains vont « faire preuve de retenue, après plusieurs années d'inflation assez élevée ». De son étude annuelle, il ressort que les Américains ont réduit à 990 dollars en moyenne l'enveloppe prévue (cadeaux et décorations) pour les fêtes de fin d'année, soit -6,9 % sur un an. Ajusté de l'inflation, « c'est bien inférieur aux niveaux pré-pandémie », souligne l'économiste, ajoutant que les Américains comptaient offrir ce dont leurs proches « ont besoin plutôt que ce dont ils ont envie ».

WINDOWS A 40 ANS

Des premiers virus de boot aux ransomwares, un OS forgé par les attaques

Pendant des années, l'histoire de la sécurité sur Windows s'est confondue avec celle des virus qui le malmenaient. Retour sur quelques épisodes marquants qui ont façonné l'OS actuel.

1^{ère} partie

Pendant les années 1990 et 2000, le terme « virus » a tellement collé à Windows qu'il a presque fini par définir la nature de l'OS aux yeux du grand public. Un PC sous Windows, c'était une machine qui attrapait des saletés dès qu'on la connectait à Internet ou qu'on ouvrait la mauvaise pièce jointe. Le succès colossal du système d'exploitation, sa place hégémonique dans les entreprises et chez les particuliers, l'intégration très serrée avec Office et Outlook ont offert aux attaquants une surface idéale, facile à monétiser et à industrialiser. On pourrait évidemment parcourir ce récit comme une succession de catastrophes plus ou moins mémorables, mais on peut aussi y lire l'histoire d'un système capable de tirer des leçons de chaque coup encaissé. Car sous l'interface des versions récentes, sous les centres de sécurité désormais bien fournis, on retrouve l'héritage d'épisodes qui ont traumatisé quantité d'administrateurs et administratrices réseau, saturé des hotlines, mis des organisations à l'arrêt, et fini par imposer l'idée que la sécurité ne pouvait plus être déléguée aux seuls antivirus tiers et aux bonnes pratiques théoriques.

Brain, Michelangelo et la naissance de la peur virale

Avant de parler des grands virus qui ont fait la réputation de Windows, il faut revenir un peu en arrière, au temps des PC compatibles MS-DOS, avec Brain, en 1986, mais surtout Michelangelo, entre 1991 et 1992, des virus qui s'attaquent au secteur de boot des disquettes et se propagent au fil des supports échangés entre machines.

Si Brain montre le premier qu'un code malveillant peut opérer avant même le chargement du système, c'est véritablement Michelangelo qui cristallise les peurs. Programmé pour se déclencher le 6 mars, il est présenté dans la presse comme une menace capable de rayer des millions de PC de la carte. À l'époque, John McAfee, abondamment cité dans les médias, évoque des chiffres vertigineux, jusqu'à cinq millions de machines potentiellement touchées, et la date d'activation annoncée à l'avance nourrit peu à peu l'idée d'un jour du jugement dernier numérique. Le 6 mars venu, les dégâts sont finalement plus contenus que prévu. On parle alors de quelques milliers de postes affectés, pas vraiment cataclysme mondial, vous en conviendrez.

Rétrospectivement, c'est moins la charge elle-même que la panique générée par ce premier grand emballement médiatique, nourri par des projections très larges et par une industrie antivirus en quête de son public, qui inaugure une « culture de la peur » autour des virus associés à l'univers Windows.



Melissa, ILOVEYOU et l'ère des mails infectés

À la fin des années 1990, le ton se durcit avec CIH, plus connu sous le nom de Tchernobyl, qui cible directement les exécutables Windows 9x. Le virus se niche dans des logiciels piratés ou distribués sur CD et se fait remarquer par ses capacités particulièrement anxieuses pour l'époque, puisqu'il peut, sur certaines configurations, corrompre le BIOS et empêcher le démarrage de la machine. Même si toutes les victimes n'en subissent pas les conséquences extrêmes, Tchernobyl referme la parenthèse des virus essentiellement véhiculés par des supports physiques et des exécutables isolés, démontrant qu'un malware peut mettre un PC hors service de manière beaucoup plus spectaculaire qu'un simple fichier endommagé.

Le vrai basculement pour l'écosystème Windows survient dans la foulée, quand la messagerie électronique et les macros Office deviennent des vecteurs d'attaque à grande échelle. Melissa, en 1999, exploite des macros Word pour se répliquer via Outlook. Le ver envoie le document infecté aux cinquante premiers contacts du carnet d'adresses, provoque des engorgements massifs de

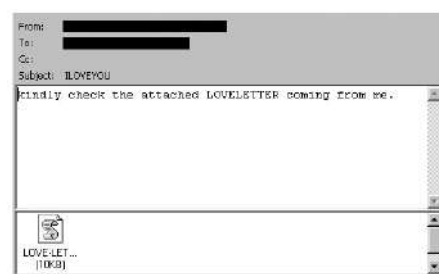
blic.

Face à ce type d'attaque, Microsoft ne peut plus se contenter de renvoyer la responsabilité aux victimes en brandissant l'argument « à vous d'installer un antivirus et de faire attention » comme un paratonnerre. Office durcit progressivement la gestion des macros, avec des avertissements intrusifs, des macros désactivées par défaut et des options plus fines pour limiter l'exécution de code issu de documents téléchargés. Outlook limite certains types de pièces jointes, met davantage en avant les extensions de fichiers et restreint plusieurs comportements automatiques. Cette période consolide aussi l'idée qu'un PC Windows doit impérativement être équipé d'un antivirus, qui devient alors un compagnon quasi-obligatoire de l'OS.

Code Red, Blaster, Sasser, l'âge des vers réseau

Avant même que Windows XP ne s'impose sur les postes de travail, le ton est déjà donné côté serveurs avec Code Red en 2001. Ce ver exploite une vulnérabilité dans le serveur web IIS de Windows 2000, scanne Internet à la recherche de machines vulnérables, défigure des sites en remplaçant leur page d'accueil et participe à des attaques DDoS destinées à saturer des serveurs bien identifiés. Pour beaucoup d'administrateurs et d'administratrices, c'est la découverte brutale d'un malware qui n'a plus besoin ni de disquette ni de mail piégé pour se propager, il lui suffit d'un service Microsoft exposé sur le réseau. Avec Windows 2000 et surtout Windows XP, l'arrivée du haut débit transforme ensuite les habitudes des particuliers. Les PC passent beaucoup plus de temps en ligne, souvent directement raccordés au modem ADSL, sans dispositif de protection intermédiaire solide. C'est dans ce contexte que surgissent des vers réseau comme Blaster et Sasser qui n'ont même plus besoin d'un clic maladroite pour se répandre d'une machine à l'autre. Blaster exploite en 2003 une vulnérabilité dans le service RPC de Windows (Remote Procedure Call, permet à des programmes de dialoguer à distance entre machines ou entre composants), accessible depuis Internet. Les machines vulnérables sont scannées puis infectées automatiquement, ce qui provoque redémarrages en boucle et messages d'erreur. Sasser, en 2004, s'appuie sur un défaut du service LSASS (Local Security Authority Subsystem Service, composant chargé de l'authentification et des politiques de sécurité locales) et poursuit la démonstration en infectant massivement des postes sans qu'aucune pièce jointe ne soit ouverte.

(A suivre)



serveurs mail et paralyse des entreprises entières. L'année suivante, ILOVEYOU pousse la logique encore plus loin avec un fichier joint présenté comme une lettre d'amour qui, une fois ouvert, écrase des fichiers, se copie partout et poursuit sa propagation via la messagerie.

Ces campagnes désignent la combinaison Windows + Office + Outlook comme triptyque idéal pour les attaquants. Elles mettent aussi en évidence la force d'un simple objet de mail bien trouvé, capable de déclencher un réflexe de clic même chez des personnes pourtant averties. On ne parle pas encore de phishing au sens moderne, mais le principe est déjà là. Sur le plan médiatique, elles contribuent à associer durablement l'image de Windows à celle d'un système vulnérable, au moment où l'écosystème antivirus commence tout juste à se structurer pour le grand pu-

POUR CONCEVOIR SES NOUVELLES VOITURES

Toyota va faire tout l'inverse de Renault

Alors que bon nombre de constructeurs veulent désormais copier le modèle chinois en développant toujours plus vite de nouveaux modèles de voitures, Toyota affirme vouloir prendre le chemin inverse : des cycles plus longs, avec des bases techniques qui resteront durables. Et faire simplement évoluer la partie logicielle et technologique dans le cycle de vie du modèle. Une stratégie qui permettra probablement de concevoir des véhicules plus fiables à leur lancement...



Des Toyota pour 9 ans, à l'inverse des Renault

Toyota va à contre-courant total de marques comme Renault ou encore du groupe Volkswagen qui, eux, veulent accélérer la cadence, s'inspirant du modèle chinois : multiplier les lancements et développer des voitures en deux à trois ans. Un délai qui paraît, du côté grand public, assez risqué sur des voitures toujours plus technologiques, électrifiées et connectées. Les lancements ratés ces derniers temps ne manquent pas, en particulier sur la mise au point informatique et logicielle : Citroën C3, Volkswagen ID.3, Volvo EX90...

Rallonger la durée de vie des modèles et le temps de développement aurait d'autres avantages selon le Nikkei : « Toyota enregistre un volume de commandes très élevé, ce qui entraîne des délais de livraison allongés et des suspensions de commandes. Son SUV Land Cruiser met des années à être livré, et au moment où le véhicule arrive enfin, la version suivante est souvent déjà disponible. Un cycle de vente plus long offre davantage d'opportunités d'achat pour les modèles populaires et augmente également la probabilité de les revendre d'occasion à un prix plus élevé, leur valeur ayant moins de chances de se déprécier ». Pour le Land Cruiser, évidemment, on ne s'inquiète pas trop de la valeur résiduelle : des modèles avec plus de 500 000 km au compteur sont encore annoncés à plus de 20 000 € en occasion...

Toyota ne fait rien comme les autres, et cela devrait continuer. La marque avait été parmi les premières avec Honda à démocratiser l'hybride, et Toyota est désormais une des dernières à s'engager pleinement dans l'électrique. Une forme de contrepied encore étonnant en 2025 et il ne sera pas le seul.

Nos confrères du Nikkei annoncent que le constructeur japonais va adopter une nouvelle stratégie visant à allonger les carrières des modèles en cours de commercialisation.

De 5 à 6 ans actuellement, Toyota vise-rait les 9 ans de cycle pour se concentrer sur l'électrification plus sereinement et pour améliorer les mo-

dèles vendus par petites touches, notamment logicielles. Sans pour autant revenir sur la partie châssis ou mécanique qui n'ont pas nécessairement besoin de modifications incessantes. Et les deux dernières décennies semblent plutôt donner raison à Toyota.

Toyota et Tesla, un point en commun

Toyota a ce point en commun avec Tesla qui est la faculté à occuper la tête des classements de vente dans leur catégorie sur des modèles vieillissants. Model 3 et Y continuent de faire de jolis scores dans le monde malgré leur âge, et que dire des Corolla et RAV4 qui étaient encore parmi les voitures les

plus vendues de la planète alors que le RAV4 approchait du renouvellement. Et sur sa carrière, le RAV4 a connu peu de changements profonds, le bloc essence étant le même depuis le départ et les évolutions se faisant principalement par petites touches esthétiques et sur les niveaux d'équipements.

Le rallongement des délais de développement chez Toyota pourrait rassurer les clients mais n'est pas forcément pour plaire aux concessionnaires, qui y voient un risque de baisse des ventes dans le temps, faute de nouveautés majeures. Mais pour l'heure, le passé récent donne raison à Toyota qui parvient encore à faire de gros volumes sur des modèles en fin de vie.

Hyundai Crater Concept : taillé pour l'aventure



Les SUV sont commercialement intéressants, mais les vrais véhicules tout-terrain sont bien plus cool. C'est, en somme, le message qu'envoie ce Hyundai Crater. Une étude de style aventureuse destinée à inspirer les robustes modèles XRT du constructeur coréen. L'intérêt pour les SUV reste fort, ce qui rend de plus en plus difficile de sortir du lot. C'est pourquoi les modèles plus aventu-

reux, dotés de réelles aptitudes en tout-terrain, ont le vent en poupe. Et Hyundai se plaît à y contribuer, avec des versions XRT aventureuses de la Ioniq 5 et des Santa Cruz et Palisade, entre autres, qui ne sont pas vendues en Europe.

Bouvillon de l'année

Surélevé sur ses pneus de 33 pouces, le Hyundai Crater

Concept est équipé d'une foule d'accessoires tout-terrain, allant d'un toit à impériale avec des acastillages de protection supplémentaires et des œillets d'arrimage sur les pare-chocs avant et arrière ou encore ces câbles tendus en amont du pare-brise pour le protéger des branches, sans oublier des rétroviseurs latéraux que l'on peut utiliser comme torches. Cette étude de style à l'allure compacte, dotée

d'énormes extensions de passage de roue, comporte quatre portes à ouverture antagoniste. Si la carrosserie affiche un look robuste, l'intérieur de ce Crater est captivant. Hyundai opte pour une configuration fonctionnelle avec une structure nue (avec arceau de sécurité) et de nombreuses sangles de maintien, des sièges sport bien ajustés, un volant de belle facture (avec des boutons poussoirs pour les diffé-

rents modes de conduite) et des informations projetées sur le pare-brise (en lieu et place des écrans classiques). Particulièrement réussi.

Hyundai ne communique rien sur le groupe motopropulseur potentiel, mais une motorisation électrique n'est plus un tabou au pays des 4x4. Les éléments LED en pixels sur la proue et le volant indiquent donc, à notre avis, la présence d'au moins deux mo-

Mots fléchés

SANS PESTICIDES FABRICATION DU VIN		CÉPAGE NOIR, BLANC OU GRIS ...PLUS ULTRA		L'ANNÉE DU VIN SPORT POPULAIRE		BONNE BLAGUE ILE DE LA MER ÉGÉE		VIN D'ALSACE FLEUR DE TAHITI		PRÉNOM FÉMININ	
SCIENCE DU VIN VINS DISTILLÉS										SEMBLABLE	
							VIN ITALIEN ALUMINIUM AU LABO				
POIDS DES ANS		À LA FIN, ÇA EN JETTE PASSA À LA VAPEUR				VILLE DE CAMARGUE AU MILIEU DU CYCLONE					
			ANCÊTRES	BON POUR LA VIGNE							CÉPAGE DE BORDEAUX
PREMIER PRODUC- TEUR DE VIN AU MONDE							COMPRIMÉ	ARCHIVES DE LA TÉLÉ		PORTE- FLINGUES	
PRONOM RELATIF LE VIN Y FERMENTE				NUANCÉE							
				CERVIDÉ GAZ RARE					PETIT TOUR ÉTAT AMÉRICAIN VITICOLE		
PERDUES À LA NAISSANCE					FIGÉ	A ABUSÉ DU VIN					
PEU SUCRÉ, POUR UN VIN	ENTREPRISE AGRICOLE OU VITICOLE	VIN ANDALOU GRANDS EN BOUTEILLES						J.O. 2016 SANS DOUBLAGE			
			CAPRICE ENFANTIN FRAPPE			PREMIÈRE DAME PIÈCE DE CHARRUE				MUTUELLE AGRICOLE	
VIN DU JURA ARNAQUER							INTERDITS EN VIN BIO DANS LA GAMME				VIN DE CHAMPAGNE
								PRIT UN RISQUE			
DROGUE DU HIPPIE				CAPITALE DU CHAMPAGNE							

PÉTROLE

Le Brent à plus de 62 dollars

Les cours du pétrole étaient en légère baisse lundi, les analystes tablant sur une éventuelle augmentation de l'offre de pétrole, tirée de facteurs géopolitiques. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, cédait 0,38% à 62,32 dollars (vers 11H25 GMT). Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, s'inclinait de 0,40% à 57,83 dollars.



ALERTE MÉTÉO

Des pluies mardi et mercredi sur plusieurs wilayas du Centre et de l'Est du pays

Des pluies parfois sous forme d'averses orageuses, accompagnées localement de chutes de grêle et de rafales de vent sous orages, affecteront, mardi et mercredi, plusieurs wilayas du Centre et de l'Est du pays, indique un Bulletin météorologique spécial (BMS), émis lundi par l'Office national de météorologie. De niveau de vigilance "Orange", le BMS concerne les wilayas de Chlef, Tipaza, Alger, Blida, Nord de Médéa, Boumerdès et Bouira, avec des quantités de pluies estimées entre 30 et 50 mm, et ce, de mardi à 10h00 à mercredi à 21h00. Les wilayas de Tizi-Ouzou, Sétif (Nord), Bejaïa, Jijel, Skikda, Annaba et El-Tarf sont également concernées par le BMS et ce, de mardi à 12h00 à mercredi à 21h00 au moins, avec des quantités de pluies oscillant entre 30 et 50 mm, atteignant ou dépassant localement 60 mm.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Cinq morts et 181 blessés en 24 heures

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 181 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas, indique lundi, un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd à été enregistré dans la wilaya d'Ain Temouchent, avec 2 morts et 6 blessés, suite au renversement d'un taxi sur la RN 35 dans la commune d'Ain Tolba, précise la même source. Par ailleurs, deux personnes (un couple, un homme de 31 ans et une femme de 29 ans) sont décédées par intoxication au monoxyde de carbone émanant d'un chauffage à l'intérieur de leur habitation dans la daïra de Chekfa dans la wilaya de Jijel, relève le communiqué, ajoutant que les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 14 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant des appareils de chauffage et chauffe-eau à l'intérieur de leurs habitations respectifs dans les wilayas de Sétif (11 personnes) et Alger (3 personnes). Dans la wilaya d'El Oued, une personne a trouvé la mort, suite à une explosion, suivie d'un incendie dans une usine de goudron, alors que dans la wilaya de Skikda, 4 personnes ont subi des brûlures de premier degré dans un incendie provoqué par une explosion de gaz dans un immeuble. Les éléments de la Protection civile de la wilaya de Relizane sont également intervenus pour l'extinction d'un incendie qui s'est déclaré à l'intérieur d'une usine de goudron, dans une zone d'activités.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE L'A AFFIRMÉ : VIRTUELS

«L'Algérie a accompli de grandes réalisations en peu de temps»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'Algérie a accompli de grandes réalisations en peu de temps, annonçant l'entrée prochaine en activité de plusieurs projets, à l'instar des projets Gara Djebilet pour la production de fer et Bled El Hadba pour la production de phosphate. Lors de sa rencontre avec les acteurs de la société civile à la fin de sa visite dans la wilaya de Constantine jeudi dernier, le président de la République a déclaré, dans une allocution diffusée par la Télévision algérienne dimanche soir dans le cadre d'une émission spéciale consacrée à cette visite, que "l'Algérie a accompli récemment et en peu de temps, de grandes réalisations". Malgré "les batailles et les rumeurs" affrontées durant les premières années du premier mandat présidentiel, il n'en demeure pas moins que les auteurs de ces manœuvres n'ont pas pu arrêter la marche de l'Algérie nouvelle, a-t-il ajouté soulignant que "de grandes réalisations ont été accomplies dans différents domaines et en peu de temps".

"L'Algérie connaîtra durant l'année prochaine un véritable nouveau départ qui la conduira à bon port, de manière définitive". Le président de la République a souligné que la situation économique est maîtrisée et que tous les indicateurs économiques sont positifs, relevant que la l'Algérie n'a pas recouru à l'endettement extérieur malgré la baisse des prix du pétrole sur les marchés internationaux. "L'Etat a pris ses précautions à ce propos", a-t-il dit. Dans la même optique, le président de la République a annoncé qu'il se rendra dans la wilaya de Béchar "dans un mois pour présider une cérémonie historique à l'occasion de l'arrivée du fer extrait de la mine de Gara Djebilet dans la wilaya de Béchar via la ligne ferroviaire minière Tindouf-Béchar, et ce pour la première fois depuis l'indépendance". Il a ajouté que la nouvelle ligne ferroviaire, qui s'étend sur 1.000 km, a été réalisée en une année et demi seulement, annonçant qu'une autre ligne ferroviaire transportera le phosphate vers Annaba. Le président de la République a indiqué que tous les projets réalisés contribueront à augmenter la valeur de la production de phosphate de "2.5 millions de tonnes annuellement à 10.5 millions de tonnes par an". Dans ce cadre, le président de la République a souligné que la nouvelle arme dans le monde est "l'arme de la production d'engrais et de minerais", affirmant l'engagement de l'Etat à renforcer ces deux domaines importants. L'Etat poursuit ses démarches pour relever le taux d'intégration de l'industrie nationale dans l'industrie mécanique, pour parvenir à "la construction d'un véhicule algérien avec un taux atteignant 40 %", a souligné le président de la République. Mettant en exergue l'importance de la création de nouvelles zones industrielles à Constantine avec toutes les conditions requises pour l'attraction de l'investisse-

ment, qui "ne peut s'effectuer qu'en assurant protection et encouragement", le président de la République a réaffirmé que le nombre de projets d'investissement en Algérie est en progression constante, sachant qu'il existe "plus de 17.000 projets d'investissement au niveau de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement".

Il a expliqué que son insistance à ouvrir la voie aux jeunes en facilitant la création de start-up vise à donner une chance aux jeunes compétents et à investir dans les talents, estimant qu'ils sont "la véritable richesse du pays". Il a rappelé que toutes les lois de la République ont été révisées afin de "faciliter l'accès des jeunes aux postes de décision et les encourager à s'engager en politique et à concrétiser leurs idées novatrices, car le pays se construit par le savoir et son avenir est entre leurs mains". Dans ce cadre, il a souligné l'importance d'orienter les jeunes talents vers le développement des sciences et de l'intelligence artificielle, rappelant que l'Algérie est le premier Etat arabe et africain à avoir créé une univer-

sité pour l'intelligence artificielle. Il a en outre rappelé que l'Algérie était l'unique Etat en Afrique et dans le monde arabe qui accorde une allocation chômage, soulignant la nécessité de préserver le caractère social de l'Etat.

Répondant aux questions des intervenants lors de cette rencontre, le président de la République a affirmé la disponibilité de l'Etat à financer toute manifestation artistique ou culturelle initiée par le mouvement culturel à Constantine, y compris l'organisation d'un festival du cinéma. Il s'est dit fermement convaincu du rôle important de la culture et de l'éducation dans la formation des générations.

S'agissant du développement du secteur du tourisme dans la wilaya, le président de la République a affirmé que "la mission de l'Etat est d'organiser le secteur et de prendre des mesures incitatives pour attirer les investisseurs", appelant les opérateurs privés à exploiter les grandes potentialités que recèle la wilaya pour réaliser des projets touristiques à la hauteur de son histoire séculaire.

MOTOREST
matériel agricole

5 ÈME
ÉDITION

ÉVÈNEMENT

LA MÉCANISATION ET
L'INTÉGRATION DES NOUVELLES
TECHNOLOGIES DANS LES
CULTURES STRATÉGIQUES AU SUD

À l'occasion de la 5^e édition de notre rencontre
annuelle.

Nous vous invitons à participer à une rencontre avec
des experts du domaine agricole.

DU 27 AU 29 NOVEMBRE 2025
ADRAR - ALGÉRIE

SOYEZ AU
RENDEZ VOUS !